

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente en france]

Grève générale !



4 avril 2018, gare de Metz

- Qu'est-ce qui permet à Macron de poursuivre son offensive ? p. 2**
- Les travailleurs de la SNCF ne sont pas des privilégiés p. 7**
- Le plan contre les travailleurs de la fonction publique p. 8**
- L'instauration de la sélection à l'entrée de l'université p. 9**
- Les hôpitaux et les maisons de retraite malades de l'austérité p. 10**
- Un projet de loi contre les réfugiés dans la lignée de Sarkozy p. 11**
- Catalogne : la répression redouble p. 12**
- Mayotte : pourrissement de la situation sociale et politique p. 13**
- États-Unis : avec Trump, la bourgeoisie cherche une autre voie p. 14**
- Italie : les élections générales de mars p. 17**
- Mai 68 : la grève générale est venue de loin p. 24**
- Appel international du 8 mars aux femmes travailleuses p. 28**

Macron poursuit son offensive grâce aux directions syndicales

Coup sur coup

En un an, la présidence Macron, la majorité LREM à l'Assemblée et le gouvernement Philippe ont porté des coups à la classe ouvrière et aux libertés : ordonnances contre le droit du travail, budget d'austérité, intégration de l'état d'urgence à la loi, persécution des migrants, fiscalité amicale pour les « entrepreneurs », augmentation de la CSG, renforcement de l'appareil répressif, gel des salaires des fonctionnaires, encadrement des chômeurs, financement du lancement d'entreprises par l'UNEDIC...

Le 26 mars, le gouvernement (par le biais de la ministre du travail Pénicaud) a autorisé le licenciement pour « faute grave » de Gaël Quirante, responsable syndical SUD des Hauts de Seine, demandé depuis 2010 par le groupe La Poste et jusqu'alors refusé par l'inspection du travail.

Ces reculs et ces défaites ont été infligés en comptant sur la complaisance des directions syndicales qui ont accepté de discuter de toutes les attaques, des partis « réformistes » (LFI, PCF...) qui avalisent la légitimité du gouvernement et des organisations semi-réformistes (LO, NPA, POID, AL...) qui soutiennent les bureaucrates syndicaux et accusent les travailleurs de léthargie et d'inertie.

Autant de victoires, selon Macron et Philippe, qui en appellent d'autres. Ils ont mis en chantier une offensive contre les fonctionnaires (« Action publique 2022 »), un projet de destruction du statut des cheminots (« Nouveau pacte ferroviaire »), une loi de plus pour repousser les migrants et ils annoncent une nouvelle mise en cause des retraites.

Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois... Nous allons continuer à réformer en profondeur. (Macron, 11 mars)

Politique extérieure

Macron utilise ces victoires – ainsi que le protectionnisme de la présidence américaine et l'affaiblissement des gouvernements allemand, britannique, espagnol et italien – pour défendre la place de l'impérialisme français dans le monde. Il s'est déplacé en Allemagne (mai 2017) ; au Maroc (juin 2017) ; en Autriche, en Roumanie et en Bulgarie (août 2017) ; au Burkina-Faso, en Côte-d'Ivoire et au Ghana (novembre 2017) ; au Qatar (décembre 2017) ; en Chine (janvier 2018) ; en Tunisie et au Sénégal (février 2018) ; en Inde et aux Pays-Bas (mars 2018)...

Macron poursuit aussi les interventions militaires décidées par Hollande au Mali pour défendre le « pré carré » français en Afrique, et celles en Irak et en Syrie dans l'espoir de renouer avec l'influence d'antan au Proche-Orient afin que les groupes capitalistes français participent à la « reconstruction » et reprennent pied en Iran.

Unité nationale

Le 23 mars, un délinquant musulman fanatisé a attaqué des CRS et tué plusieurs travailleurs à Carcassonne et à Trèbes. Cela a permis à Macron et aux principaux médias de célébrer la gendarmerie et l'armée.

Montrant que ce qui les sépare de Macron et de LREM est moins important que ce qui les rassemble, tous les partis parlementaires ont serré les rangs autour de « la France » et surtout de l'appareil répressif de l'État. Les partis bourgeois à droite de LREM (LR, FN) en ont profité pour surenchérir dans la xénophobie, l'islamophobie et les atteintes aux libertés démocratiques. Les partis sociaux-chauvins à sa gauche (LFI PS, PCF, Générations) se sont joints à l'opération. À l'Assemblée nationale, le chef suprême de LFI, débordant d'emphase nationaliste, s'est même fait applaudir par tous les députés.

Nous vous disons : nous sommes certains que vous, vos ministres, et tous les services de l'État avez, dans cette circonstance, fait tout ce qui était en votre pouvoir, du mieux que vous pouviez. (Mélenchon, 27 mars)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Imprimé par le GMI. Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros

Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : revoluciopermanent.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

Plus encore, Mélenchon dénonce un ancien candidat LFI qui n'a pas oublié l'assassinat par la gendarmerie de Rémi Fraisse en octobre 2014. L'État l'arrête, le juge en comparution immédiate et le condamne à un an de prison avec sursis. Mélenchon devrait rebaptiser son parti « la France soumise », ce serait plus clair.

L'acte courageux d'un gendarme ne saurait faire oublier que la police, la gendarmerie et l'armée « de la République » ont toujours servi la bourgeoisie et réprimé les peuples opprimés, les travailleurs et les étudiants en lutte. Le GIGN (rattaché à la gendarmerie) et le GIPN (rattaché à la police nationale) ont été officiellement mis en place contre le grand banditisme et le terrorisme. Mais le GIGN a servi, en janvier 1985, à liquider physiquement des indépendantistes kanaks en Nouvelle-Calédonie et, en septembre 2005, à briser une grève de marins au large de la Corse. Le GIPN a servi à briser une grève de postiers en Gironde en mai 2005.

Terrorisme islamiste artisanal

L'échelle de ces attentats réactionnaires n'a rien de commun avec les destructions commises par les armées impérialistes, française et autres, ni avec la colonisation de tout un pays, la Palestine, par l'armée israélienne. Le 30 mars, l'armée israélienne surarmée (elle a même l'arme atomique grâce à l'aide de l'État français) a tué 17 Palestiniens et en a blessé 1 400. Le premier ministre de cet État raciste a été reçu deux fois par Macron.

La disparition de l'État de Daech au Proche-Orient, grâce en particulier aux Kurdes d'Irak et de Syrie, fait que les attaques islamistes en France sont moins organisées. Mais les attentats artisanaux par des délinquants ou des déséquilibrés fanatisés n'ont pas cessé malgré les multiples lois qui autorisent la surveillance de la population et la multiplication des moyens de la police politique (DGSI). Ils sont alimentés par les interventions militaires françaises dans des pays musulmans, le chômage de masse, la discrimination à l'embauche, les contrôles policiers au faciès, le choix des gouvernements d'encourager l'imprégnation religieuse de la population, l'alliance avec les monarchies absolues du Golfe, notamment celle de l'Arabie saoudite, qui répandent dans le monde et en France le salafisme...

Terrorisme impérialiste industriel

Le gouvernement Macron-Philippe poursuit ses livraisons d'armes à l'Arabie saoudite qui détruit actuellement le Yémen. Le capitalisme français est le 3^e exportateur d'armements, derrière les États-Unis et la Russie, devant l'Allemagne et la Chine.

Les directions syndicales, LFI, le PCF, le PS et Générations demandent toujours plus de matons, de flics, de mercenaires.

De fin 2015 à fin 2016, au ministère de la Justice, l'emploi augmente de 6 100 personnes... Les effectifs

progressent également au ministère de la Défense (+ 3 700) avec la montée en puissance de la force opérationnelle terrestre, mais aussi au ministère de l'Intérieur (+ 2 400) avec la mise en place de plans de lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine annoncée en 2015. (Insee première, mars 2018)

L'État, paraît-il, ne peut plus dépenser pour les transports publics. Par contre, il augmente des dépenses en moyens de destruction. Le 27 mars, par 389 voix contre 27, l'Assemblée nationale a voté une loi cadre pour financer l'armée française à hauteur de 2 % du PIB d'ici 2025.

L'objectif d'Emmanuel Macron est de porter les dépenses de défense à 2 % du PIB français en 2025, soit 50 milliards d'euros, contre 34,2 milliards cette année. (Le Point, 8 février)

Les députés PS se sont abstenus. Si les députés LFI et PCF ont voté contre, c'est uniquement pour des désaccords ponctuels.

André Chassaigne (PCF) a aussi critiqué « le choix de la dissuasion nucléaire », trop onéreuse à ses yeux, plaidant pour la lutte contre la prolifération. (Challenges.fr, 27 mars)

En effet, LFI, PCF, PS et Générations ne réclament pas l'arrêt des « opérations extérieures », ni la fermeture des bases militaires françaises dans le monde, ni la dissolution des corps de répression.

Caution syndicale

Si le gouvernement est généreux pour les forces de répression, l'austérité s'applique à la santé, à l'enseignement, etc. avec la mise en cause des statuts. Le secrétaire d'État à la Fonction publique se félicite de la négociation du plan « Action publique 2022 » par les directions syndicales.



chaque brochure 2 euros
auprès des militants
ou 3 euros par la poste

Motion présentée au syndicat CGT du centre hospitalier psychiatrique Guillaume Régnier de Rennes (Ille-et-Vilaine), 25 janvier

Les syndiqués CGT réunis en assemblée générale le 25 janvier 2018 considèrent que pour obtenir le retrait des attaques contre l'hôpital et ses personnels il faut battre le gouvernement.

L'issue de la bataille engagée dans les établissements de santé pour les soins et les personnels n'est pas scellée.

Pour la satisfaction des revendications avec entre autres obtenir le maintien et l'ouverture de nouveaux services ; les moyens pour fonctionner dans tous les services (soins, logistiques, administratifs, techniques...) ; les stagiarisations, titularisations, augmentations des salaires...

Les dirigeants confédéraux CGT avec les autres confédérations doivent sans plus attendre appeler dès maintenant et unitairement à la grève générale et rompre avec les journées d'action secteur par secteur ou hôpital par hôpital. Il n'en dépend pas seulement des mesures d'austérité mais de toutes les attaques présentes et à venir.

Rejetée par 4 pour, 21 contre, 10 abstentions

Appel de l'AG du collège Asa Paulini (Rhône), 19 mars

Les enseignants et personnels du collège Asa Paulini de Anse (Rhône) soussignés déclarent :

Le projet du gouvernement intitulé Action Publique 2022 qui prévoit :

- La limitation du rôle des CAP aux seules décisions défavorables aux agents
- L'extension du recours au contrat contre les recrutements aux concours et les statuts
- L'individualisation de la rémunération au mérite
- La mise en place de « plans de départ volontaires » pour les administrations qui restructureront ou fermeront les postes

n'est négociable, ni amendable !

DIRIGEANTS SYNDICAUX, ROMPEZ LES NEGOCIATIONS ! EXIGEZ LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET !

Le gouvernement n'a pas peur d'une journée d'action, il attend tranquillement le lendemain.

Le gouvernement n'a pas peur de la succession des journées d'action, il attend tranquillement l'épuisement progressif des grévistes et des manifestants.

SEULE LA GREVE GENERALE DRESSANT LES SALARIES TOUS ENSEMBLE CONTRE LE GOUVERNEMENT PEUT NOUS PERMETTRE DE L'EMPORTER

DIRIGEANTS SYNDICAUX, CONVOQUEZ PARTOUT LES ASSEMBLEES GENERALES, METTEZ LA GREVE GENERALE A L'ORDRE DU JOUR DES DISCUSSIONS AVEC TOUS LES SALARIES

Motion de l'AG des grévistes de l'Éducation nationale de Nanterre (Hauts-de-Seine), 22 mars

Nous, réunis en AG de grève le 22 mars exigeons des directions syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFDT, CFTC, UNSA...) qu'elles cessent tout « dialogue social » du plan Action publique 2022, contre le statut des cheminots, de Pacoursup, et plus globalement de toutes les attaques de l'école (sélection à l'université, réforme du bac et du lycée...), qu'elles préparent et appellent à une grève générale illimitée jusqu'au retrait de ces projets.

24 pour, 0 contre

Les neuf organisations syndicales ont participé aux travaux du début à la fin. (Dussopt, La Tribune, 30 mars)

Le « Nouveau pacte ferroviaire » a pour but de disloquer un bastion des luttes sociales, comme l'État y est parvenu avec l'éclatement et la privatisation partielle des anciennes PTT et de l'ex-EDF-GDF. Pour cela, le gouvernement Macron-Philippe-Borne veut affaiblir les travailleurs de la SNCF, retirer le statut aux futurs cheminots, ouvrir à la concurrence le rail et même transférer des cheminots vers des entreprises capitalistes concurrentes. Pourtant, à aucun moment, les directions syndicales n'ont cessé de négocier le « pacte ».

Une trentaine de réunions ont débouché sur ces arbitrages, que l'exécutif espère de nature à rassurer les syndicats. (Le Monde, 31 mars)

Diversions et dispersion

Les mêmes directions syndicales qui négocient les attaques refusent d'appeler à la grève générale de tous pour le retrait de tous les plans, pour battre le gouvernement. Pour dissimuler leur collaboration de classe, elles décrètent des « journées d'action » et des « grèves perlées ». Elles reçoivent l'appui des partis réformistes et des organisations semi-réformistes qui font d'ailleurs partie, les uns comme les autres, des appareils syndicaux.

Bien sûr, on ne déclenche pas une grève générale des transports sur ordre. C'est d'ailleurs pourquoi une grève ne se pilote pas par un bouton marche-arrêt. (Lutte ouvrière, 23 mars)

LO et ses schismes (CR-L'Étincelle, VdT...) répètent en fait l'excuse bien connue des bureaucrates : la grève générale ne se décrète pas.

Mais les dirigeants syndicaux décrètent qu'ils sont mieux payés (qu'on se souvienne du train de vie du secrétaire général de la CGT Lepaon) s'ils acceptent l'argent de l'État plutôt que les seules cotisations des travailleurs. Ils décrètent qu'il faut se rendre aux convocations du gouvernement pour discuter de ses attaques. Ils décident la dispersion. Ils donnent l'ordre des « journées d'action » (bouton « marche » le matin et bouton « arrêt » le soir). Ils donnent l'ordre à la base de « grèves perlées ». Pourquoi les chefs syndicaux ne soumettent-ils pas leurs décisions préalablement aux assemblées générales ?

LO se réclame à l'occasion du « trotskysme ». Mais, avant 1936, la section française de la 4^e Internationale animée par Trotsky appela plus d'une fois à la grève générale.

La classe ouvrière est en danger ! Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale ! (La Vérité, 8 février 1934)

Au front électoraliste du PC et du PS, substituons une politique de combat : la grève générale pour renverser Doumergue ! (La Vérité, septembre 1934)



Les ouvriers de Brest et de Toulon montrent la voie de la lutte révolutionnaire : la grève générale est à l'ordre du jour. (La Vérité, 25 août 1935)

Pourquoi les membres de LO, dans la CGT, ne font-ils rien contre la négociation par la direction syndicale de tous les plans du gouvernement ? Pourquoi, dans les assemblées générales, les membres de LO s'opposent-ils, avec les bureaucrates du PCF et de LFI, aux travailleurs qui se prononcent pour la grève générale ?

Le NPA se démarque timidement à la direction de la CGT, mais c'est pour soutenir la variante de celle de Solidaires, les grèves reconductibles.

La modalité d'organisation de la grève à la SNCF, de deux jours sur cinq, fait grincer des dents, car elle est en-deçà de la nécessité d'une grève reconductible. (L'Anticapitaliste, 22 mars)

Mais les grèves reconductibles site par site, fac par fac, gare par gare, hôpital par hôpital, hypermarché par hypermarché, etc. ne sont pas la grève générale. Sans la grève générale, les « reconductibles » sont le comble de la dispersion des luttes et le gage de la défaite.

Le 15 mars, les travailleurs des EHPAD et les retraités étaient appelés à une « journée d'action ». Pas mal de monde, aucun résultat. Le 22 mars, les travailleurs de la fonction publique, de la SNCF étaient appelés à une « journée d'action ». Beaucoup de monde, aucun résultat.

Pour la fonction publique, rien n'est prévu depuis la « journée d'action » du 22 mars, sinon une nouvelle « journée d'action » par la direction de la CGT le 19 avril.

À Carrefour, la direction veut supprimer 2 400 postes. La grève du 31 mars convoquée par FO et la CFDT a touché 300 magasins. Aucun résultat.

À Air France, les syndicats multiplient les « journées d'action » (23 février, 13 mars, 30 mars, 8 avril...). Elles sont très suivies, mais la direction ne cède pas.

Dans la santé, le 15 mars, 25 sections Sud et 10 syndicats CGT de différents hôpitaux et la Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités appellent



19 février, SUD rail chez la ministre Borne / photo Jacques Demarthon-AFP

à multiplier les « journées d'action » : 7 avril, 15 mai, « mardis de la santé en colère »...

Les travailleurs de la SNCF sont laissés isolés par les directions confédérales. L'intersyndicale a convoqué des « grèves perlées » de 2 jours sur 5, entre le 3 avril et juin. Les 3 et 4 avril, la grève a été massivement suivie.

La dispersion des luttes permet au patronat et à son État de diviser et de frapper secteur après secteur. Ni les grèves perlées, ni les journées d'action ne permettront de gagner comme l'ont montré, entre autres, les 14 journées d'action contre la loi El Khomri en 2016.

Grève générale !

Le prolétariat français a montré sa force (et arraché des revendications réputées impossibles) par l'armement durant la Commune de Paris en mars 1871, en juin 1936

par la grève générale, en août 1944 à la Libération par l'armement, en mai 1968 par la grève générale.

Redresser la tête, c'est la grève générale. Tous ensemble, c'est la grève générale. La convergence des luttes, c'est la grève générale. La voie pour battre le gouvernement, c'est la grève générale. Ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs pour remplacer le gouvernement des capitalistes, c'est la grève générale.

Ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, 9 juin 1936)

Partout, à la SNCF, à Air France, dans la santé publique, à l'université... les assemblées générales doivent décider :

- rupture de toute négociation des plans du gouvernement !
- grève générale jusqu'au retrait des plans !
- autodéfense contre les flics et les fachos !
- comités de grève élus par les assemblées générales !
- comité central de grève dans chaque localité !
- comité national démocratique de grève !

4 avril 2018

Flics et fachos, hors des facs !

L'activité des groupes fascistes et le recours à l'appareil répressif de l'État sont de plus en plus fréquents, notamment face à la jeunesse combative. Le 7 décembre dernier, la police intervenait à l'université Lille 3 à l'occasion d'une conférence de deux écrivains ; le 6 mars, les CRS évacuaient l'université Bordeaux 4 ; le 16 mars, l'université de Dijon était occupée par les CRS et le lycée autogéré de Paris était agressé par les nazillons du GUD-BS ; le 22 mars, les CRS expulsaient les étudiants du palais universitaire de Strasbourg, et la police intervenait sur le campus de Grenoble en marge d'une conférence Frontex.

À Montpellier, où des lycées, la faculté de lettres et la faculté de sciences sont en mouvement depuis deux mois, les étudiants ayant participé à la manifestation du 22 mars se sont spontanément réunis en assemblée générale à la faculté de droit et science politique pour discuter des actions à mener contre le projet de sélection pour restreindre l'entrée à l'université. Une des décisions prises fut l'occupation nocturne d'un amphithéâtre. Au cours de cette assemblée générale le doyen de la faculté de droit Philippe Pétel, qui était présent, contacta à plusieurs reprises la préfecture afin d'évacuer l'amphi et après avoir essuyé plusieurs refus, menaça les étudiants. La cinquantaine d'étudiants restant sur place furent confrontés autour de minuit à une bande de dix à quinze nervis fascistes, parmi lesquels quelques enseignants (d'après les présents), pour partie cagoulés, armés de planches de bois et de tasers. « Les étudiants sont trainés au sol, frappés à coups de bâton en bois, et sortis de l'amphi sous les insultes » (France inter, 23 mars). Trois d'entre eux sont hospitalisés, le crâne ouvert à coups de matraques.

Le lendemain, une manifestation de 1 000 étudiants dénonçait les violences policières devant la faculté de droit et réclamaient le départ du doyen ; 300 étudiants à La Sorbonne et 150 étudiants à Lille manifestaient par solidarité. Une manifestation est prévue le 28 mars à Lille et à Dijon. Le 24 mars, le doyen présentait sa démission et la ministre ouvrait une enquête, peut-être pour étouffer l'affaire embarrassante. L'appareil d'État, comme aux heures sombres de son histoire, délègue aux fascistes la répression du mouvement social.

Face à la violence policière et fasciste sur les campus, front unique des organisations ouvrières et auto-défense étudiante !

26 mars 2018

Dirigeants syndicaux, cessez la concertation du plan contre les cheminots !

Le 26 février, le premier ministre Philippe a dévoilé le contenu de la prochaine loi « sur la mobilité ». Il est tourné contre la classe ouvrière, comme les ordonnances de flexibilité et de précarité de 2017, les budgets de l'État et de la Sécu 2018, le projet de loi immigration, le plan « fonction publique » AP2020...

Selon une méthode éprouvée, l'État crée ou aggrave un problème en coupant les vivres des « services publics » qui améliorent la vie de la masse de la population mais que la bourgeoisie française refuse de financer (santé publique, enseignement public, transport public, etc.). Puis les problèmes que l'austérité a engendrés servent à justifier une « réforme » afin de porter des coups supplémentaires. Ainsi, le dysfonctionnement en 2017 des affectations post-bac, faute de places suffisantes, a servi à mettre en place la sélection à l'entrée à l'université. De même, l'État étouffe depuis des décennies le transport ferroviaire de marchandises en encourageant le transport polluant par camion. Il a aussi saboté les RER, les Intercités et les TER par manque d'investissement public.

L'autre truc de tout gouvernement bourgeois est de faire passer les travailleurs ou les chômeurs qu'il vise pour des privilégiés ou des assistés.

Emmanuel Macron n'a pas hésité à recadrer sèchement un agent de la SNCF venu lui faire part de son inquiétude sur son avenir, samedi 24 février au Salon de l'agriculture : « Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer. » (Valeurs actuelles, 24 février)

L'ancien banquier d'affaires prend les paysans travailleurs pour des imbéciles autant que les cheminots. En quoi les salariés du rail sont-ils responsables que certains agriculteurs ont une retraite insuffisante, alors qu'ils sont étranglés par les groupes capitalistes du commerce et la concurrence des gros agrariens à qui Macron s'adresse avec courtoisie ? Pourquoi la précédente liquidation du statut des travailleurs des ex-PTT (aujourd'hui Orange et la Poste) n'a-t-elle pas amélioré la retraite des paysans travailleurs ?

Dans la même veine la « retraite à 52 ans » des cheminots est mise en avant, alors que la durée de cotisation des cheminots est alignée désormais sur celle des autres travailleurs (qui n'a pas baissé pour autant, au contraire !). Comme il faut pour ceux qui partiront en 2018-19 plus de 41 ans de cotisations, on voit mal comment ils obtiendraient une pension entière à 52 ans...

Ces ruses participent de la division des travailleurs (entre les étrangers et ceux qui ont la nationalité fran-

çaise, entre ceux des villes et ceux des campagnes, entre ceux des entreprises publiques et ceux des entreprises privées, entre les cheminots qui conserveraient le statut et ceux qui le perdraient) alors que le capital et son État les attaquent tous !

En fait, le gouvernement a entrepris de démanteler un bastion des luttes sociales par la mise en cause des avantages conquis au moment où les travailleurs étaient armés, en 1945. Il le fait par la concurrence, la préparation de la privatisation (transformation en sociétés anonymes), la suppression du statut. Comme Philippe l'explique, les nouveaux embauchés « bénéficieront des conditions de travail de tous les Français : celles du Code du travail » qui, grâce au gouvernement Macron-Philippe, ne protègent plus grand-chose. Par contre, la direction de la SNCF et les entreprises privées qui reprendront des lignes à la SNCF à partir de 2019 souhaitent un transfert de travailleurs moins coûteux et moins protégés.

Les directions syndicales savent ce que veut le gouvernement depuis au moins le 19 février quand il leur a présenté le rapport Spinetta. Le 26 février, Philippe a déclaré que le pouvoir était pressé (d'où les ordonnances). Tout en parlant d'« un calendrier absolument démentiel » (Erik Meyer, SUD-Rail, 1^{er} mars), les directions syndicales ont décrété qu'il était urgent d'attendre. Elles se réuniront le 15 mars. En attendant, elles se rendent aux convocations du gouvernement et lui font... des « propositions » (!).

La CGT cheminots « n'est pas rassurée du tout » sur le projet de réforme de la SNCF, a déclaré son secrétaire général, Laurent Brun, jeudi 1^{er} mars, à la sortie d'une première réunion de concertation avec la ministre des transports. Elisabeth Borne doit recevoir successivement les principaux syndicats de la SNCF (CGT, UNSA, SUD, CFDT), y compris FO, qui n'est pas représentatif... La CGT participera aux réunions de concertation « sans beaucoup d'illusions », a-t-il ajouté. (Le Monde, 1^{er} mars)

Une défaite des travailleurs de la SNCF ne serait pas qu'une défaite pour eux, mais un recul de toute la classe ouvrière de ce pays. Elle faciliterait une nouvelle attaque contre toutes les retraites. Accepter de discuter de l'attaque du gouvernement contre les cheminots, c'est l'aider. Il faut imposer aux directions syndicales de rompre avec le gouvernement et de préparer la grève générale des transports publics et de tout le pays pour le faire reculer, le vaincre, ouvrir la voie aux revendications.

5 mars 2018

Dirigeants syndicaux, boycotez toute concertation du plan contre les fonctionnaires !

Le gouvernement a mené une attaque frontale contre les salariés du privé avec les ordonnances de flexibilité et de précarisation. Il a favorisé le capital et défavorisé le travail avec les budgets 2018 de l'État et de la sécurité sociale. Il fait vivre dans la terreur des dizaines de milliers de travailleurs sans papiers. Il introduit la sélection à l'université. Il mène une offensive contre les chômeurs, les cheminots et les fonctionnaires. Il prépare une nouvelle attaque contre la retraite.

En plus de l'augmentation de la CSG, du blocage de leurs salaires et du rétablissement du jour de carence, le premier ministre Philippe, le ministre de l'Action et des comptes publics Darmanin et le secrétaire d'État de l'action et des comptes publics Dussopt ont dévoilé le 1^{er} février le plan « Action publique 2022 » du gouvernement contre les travailleurs de l'État.

Il s'agit de s'attaquer aux piliers de la fonction publique : recours accru aux contractuels ; rénovation du statut de fonctionnaire ; rémunération au mérite... L'objectif a été fixé par le président de la République : baisser la part des dépenses publiques dans le PIB de 5 points et réduire le nombre de fonctionnaires de 120 000 sur la durée du quinquennat. (Le Monde, 3 février 2018)

Le même jour, Macron a justifié : « L'État doit se réorganiser plus vite, comme font les entreprises ». En termes clairs, dans les entreprises, le gouvernement aide les capitalistes à faire ce qu'ils veulent des exploités : les mettre en concurrence, les faire travailler plus longtemps quand cela leur est utile, les licencier dès qu'ils n'en ont plus besoin. Les salariés de l'État capitaliste doivent subir le même sort que leurs soeurs et frères « du privé » : intensification du travail (« réduire le nombre de fonctionnaires »), division et salaire au bon vouloir de la hiérarchie (« rémunération au mérite »), division et précarité (« recours accru aux contractuels »).

Les travailleurs de la santé publique, de l'enseignement public, des collectivités territoriales... verraient donc leur situation, déjà désastreuse, se détériorer davantage.

Par contre, l'appareil répressif de l'État (« justice », « défense », « sécurité »...) est, lui, épargné. Le gouvernement l'équipe généreusement : par exemple, il lui achète plus de 22,5 milliards d'euros d'armes chaque année. Il recrute des militaires (3 000 de plus annoncés durant le quinquennat), des policiers (10 000 de plus) et des gardiens de prison (2 200 de plus). Il augmente leur paye, par le jeu de primes, de promotions massives

et de refonte des grilles indiciaires. Rien de surprenant : plus il y a d'injustice, d'inégalité et d'exclusion, plus il faut à la minorité exploiteuse garantir sa survie par l'intimidation policière et militaire, l'espionnage de la population, les expéditions militaires, l'incarcération (mais pas de ceux qui recourent aux paradis fiscaux, qui licencient massivement ou qui bénéficient d'emplois fictifs...).

Comme d'habitude, le gouvernement veut faire cautionner son offensive par la complicité des organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, FO, UNSA, Solidaires...

L'annonce ouvre une phase de concertation. Les discussions seront conduites par le ministre de l'Action et des comptes publics et son secrétaire d'État. Elles réuniront les organisations syndicales représentatives de la fonction publique. (site du gouvernement)

Que peut-il sortir de bon de telles « concertations » ? Macron a toujours annoncé ses intentions et le plan du gouvernement est désormais connu. Pourtant, comme d'habitude, tous les appareils syndicaux se préparent à se rendre à la convocation du gouvernement... et à lui faire « des propositions ». Comme d'habitude, la France « insoumise », le Parti « communiste », le Parti « socialiste », LO, le NPA, etc. n'y trouvent rien à redire.



Comme d'habitude, la plupart des bureaucraties syndicales organisent une « journée d'action ». Qui peut croire que le soir du 22 mars le gouvernement reculera ? Les deux communiqués intersyndicaux (7 et 22 février) ne demandent même pas le retrait du plan AP2022 ! Pourtant, LFI, le PCF, LO, le NPA, le POID... soutiennent cette diversion et demandent aux chefs syndicaux de reconduire et de multiplier les « journées d'action » qui ont conduit à échec sur échec depuis une décennie.

Il faut combattre cette grave offensive contre les fonctionnaires. Que les dirigeants syndicaux, qui parlent au nom des fonctionnaires, boycottent la « concertation » du plan antisocial du gouvernement ! C'est la première exigence à imposer pour isoler le gouvernement.

Retrait total du plan AP2022 ! Dans les réunions syndicales et dans les assemblées générales, décidons la grève générale jusqu'au retrait du projet, jusqu'à la défaite du gouvernement.

23 février 2018

Grève générale contre la sélection Macron-Vidal !

Le gouvernement de Macron s'en prend aux travailleurs, français et étrangers, aux chômeurs et précaires, dans les secteurs public et privé. Il s'en prend aussi à la jeunesse en formation. Ainsi un projet de loi contre les apprentis, dévoilé le 9 février prévoit que les centres de formation d'apprentis (CFA) sortent de la tutelle des conseils régionaux pour mieux répondre aux demandes patronales. La taxe d'apprentissage ne sera plus versée aux régions mais aux CFA. La limite d'âge passe de 26 à 30 ans (pour un salaire maximal de 80 % du Smic). La durée de travail hebdomadaire augmente jusqu'à 40 heures dans le bâtiment et la restauration. Le patronat pourra embaucher l'apprenti quand il veut (indépendamment de son cursus scolaire) et ne sera plus obligé de saisir les prud'hommes pour rompre un contrat ! Contre une telle misère, les jeunes qui veulent faire des études sont plus nombreux que jamais. Mais le gouvernement Macron-Blanquer-Vidal veut imposer la sélection post-bac et réformer le lycée pour limiter l'accès aux études supérieures.

Contre le manque de places et de professeurs, le gouvernement Hollande-Valls avait déjà instauré en 2016 la sélection en master, avec l'aide des appareils de la FAGE, de l'UNEF, du SNESUP-FSU, de la CFDT, etc. En décembre 2017, le vote à l'Assemblée nationale du plan Macron-Vidal, après s'être concerté durant tout l'été et l'automne avec ces mêmes directions syndicales, met fin de fait au statut du bac comme premier grade universitaire.

Pour Macron, les patrons ont le droit à l'erreur, mais pas les jeunes : « *Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde* » (*Le Monde*, 11 septembre 2017). Le plan Macron-Vidal prévoit que les universités instaurent, dès maintenant, les modalités de la sélection, localement, à l'encontre du cadre national. Elles seront autorisées à refuser des bacheliers si elle jugent que leur « projet » n'est pas cohérent avec leur niveau et leur formation. Des « compétences » spécifiques à chaque licence (les « attendus ») seront donc nécessaires pour accéder à l'université. Le projet de loi leur confère un caractère très général, qui laisse à chaque université la possibilité de les adapter, les durcir ou les assouplir. Cette sélection à l'entrée de l'université se couple avec la liquidation du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Le 14 février, après 3 semaines de « concertation » avec toutes les directions syndicales enseignantes, le ministre de l'Éducation nationale Jean Michel Blanquer a dévoilé une attaque majeure contre le baccalauréat général et technologique (70 % des lycéens) : en terminale, limitation de l'examen à trois épreuves écrites, deux de spécialité et la philosophie auxquelles s'ajoute un « oral de la

maturité » qui aura un jury de 3 personnes dont une « personnalité extérieure » (comme un patron ?). Avec le français en première, cela comptera pour 60 % de la moyenne au bac. 30 % dépendront donc de partiels et 10 % du contrôle continu. De plus, les épreuves de rattrapage disparaîtraient au profit d'un examen approfondi du dossier scolaire... À ces mesures, s'ajouterait la liquidation du lycée actuel avec disparition des sections L, ES et S. Tous les lycées ne proposeront pas les mêmes options ! Il va de soi que, selon le lycée où l'on passe le bac et les notes obtenues en cours d'année de terminale, les bacheliers ne pourront pas tous être reçus dans la filière qu'ils espèrent quand ils s'inscrivent sur la plateforme « Parcoursup » de sélection post-bac. Ce système mettra en concurrence les lycées et les élèves en vue de la sélection Macron-Vidal. Il y aura donc un baccalauréat par lycée, avec une valeur différente selon qu'il est plus ou moins bien coté. Des officines privées proposent déjà leurs services de remise à niveau pour les bacheliers qui craignent de ne pas réunir les « attendus ».

Ces mesures suscitent la résistance des lycéens, étudiants et travailleurs de l'enseignement public. Ils sont pour l'instant entravés par les directions syndicales (FSU, CGT, FO, CFDT, UNSA, SUD, UNEF...) qui multiplient les « journées d'action » impuissantes (1^{er} février, 6 février, 15 février...). Les représentants des étudiants et des personnels n'ont rien à faire dans les concertations sur les mesures du gouvernement. Pour gagner contre les projets de Macron-Vidal-Blanquer, la jeunesse et les travailleurs doivent exiger des directions syndicales qu'elles cessent toute discussion avec le gouvernement, qu'elles dénoncent le plan Macron-Vidal, le projet de loi « apprentissage » et le projet Blanquer contre le bac. Pour vaincre et arracher la victoire, il faut imposer des AG démocratiques dans les lycées et universités qui élisent leurs délégués à une véritable coordination nationale, une grève illimitée jusqu'à l'abrogation de la sélection post-bac et de la réforme Blanquer du bac.

À bas le plan Macron-Vidal de sélection à l'université ! Retrait du projet Blanquer contre le bac ! Retrait du projet de loi contre les apprentis !

Maintien du bac comme premier grade universitaire ! Ouverture de toutes les filières nécessaires dans les lycées, les IUT, les facultés !

Gratuité des inscriptions post-bac ! Rémunération correcte des stagiaires, des apprentis, des élèves-infirmiers, des médecins en formation ! Allocation d'étude pour tous !

15 février 2018

Préparer la grève générale pour empêcher Macron et Buzyn d'étrangler la santé publique

Tant que le gouvernement ne sera pas vaincu par la grève générale des travailleurs salariés ou des étudiants, il poursuivra son oeuvre de destruction : « *Il faut une révolution douce, 50 % des dépenses de l'assurance maladie ne sont pas pertinentes* » (Agnès Buzyn, *Journal du dimanche*, 21 octobre 2017). Le budget de la Sécurité sociale 2018 prévoit 3 milliards d'euros de réduction de dépenses de l'assurance maladie, la moitié devant être assumée par les établissements hospitaliers frappés déjà par l'épuisement professionnel et la baisse de la qualité des soins.

La ministre de la Santé, avec un patrimoine déclaré de 2,5 millions d'euros, ne fréquentera jamais un service d'urgence d'hôpital public, sauf pour faire coucou à la caméra. Tout comme, lorsqu'elle prendra un grand âge, les EHPAD ordinaires ne seront pas pour elle.

Le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn, avec des paroles tantôt mielleuses (« révolution douce » veut dire « mesure réactionnaire violente »), tantôt technocratiques, oeuvre avec détermination en faveur de la médecine libérale et surtout du grand capital.

Le gouvernement a repoussé la généralisation du tiers payant.

Il démantèle le dispositif public et gratuit de psychiatrie de proximité, au profit des consultations chez des spécialistes aux tarifs élevés, qui ne travaillent presque jamais dans les quartiers populaires, certaines étant des consultations de « psychothérapies » rapides.

Il ne touche pas aux profits juteux des groupes capitalistes de la pharmacie et de l'équipement médical.

La détérioration du sort des résidents des EHPAD hospitaliers et surtout associatifs fait de la publicité aux réseaux capitalistes des maisons de retraite pour riches.

La systématisation de la chirurgie ambulatoire fait la fortune des « hôtels hospitaliers » privés.

Le forfait hospitalier et le déremboursement grandissant fait le jeu des assurances santé des mutuelles ou des groupes capitalistes de la banque et de l'assurance.

La tutelle par les « groupements hospitaliers de territoires » permet la mutualisation, la flexibilité des salariés (a contrario de la stabilité sur un service qui est favorable à la qualité), aux cliniques privées (de plus en plus concentrées) de bénéficier des équipements des hôpitaux sans en avoir les charges et de capter les opérations rentables parfois au détriment des patients (les césariennes et les épisiotomies sont plus fréquents dans les entreprises capitalistes que dans les maternités publiques).

Cela aboutit à l'inégalité croissante dans l'accès aux soins (qui s'ajoute aux inégalités de conditions de vie) et à la dégradation des conditions de travail des soignants. Les soins sont assurés grâce au dévouement des équipes, bien que les travailleuses et les travailleurs de la santé subissent de plein fouet l'austérité (dans les hôpitaux publics et la majorité des EHPAD) ou l'exploitation forcée pour augmenter les profits (dans les cliniques privées).

Le gouvernement bloque les salaires des fonctionnaires (mais pas des militaires, des policiers et des gardiens de prison, qui sont augmentés par des primes et le changement de grilles indiciaires) et il prévoit de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (mais pas dans l'armée, la police ou la justice qui au contraire recrutent pour maintenir un ordre injuste). De manière complémentaire, il veut diviser et précariser les travailleurs de l'État, des collectivités territoriales et de la santé publique par le « salaire au mérite » et le recrutement de contractuels supplémentaires. D'ailleurs, il confie aux agences régionales de la santé le soin de supprimer des postes, voire de licencier si les salariés ciblés n'acceptent pas d'aller travailler dans un autre établissement (ou une autre fonction publique).

La résistance aux plans étatiques est légitime. Mais les directions syndicales, qui ne cessent de « négocier » les attaques du gouvernement, dispersent les tentatives de lutte. Une « journée d'action » dans les maisons de retraite ou les nombreux mouvements dispersés hôpital par hôpital, service par service, ne suffisent pas à faire reculer le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn, encore moins à arracher les revendications (recrutement massif, titularisation des précaires, augmentation des salaires, remboursement intégral des soins, expropriation des groupes capitalistes de la santé, etc.). La « coordination des luttes » n'a de sens que si elle sert à libérer notre gigantesque force collective, à lutter, tous ensemble et en même temps : cela s'appelle, en termes clairs, la grève générale illimitée jusqu'à la victoire. Pour affronter et vaincre le gouvernement de la réaction et des riches, il faut, dans les syndicats et dans les assemblées générales, que monte l'exigence de l'unité et de la préparation de la grève générale. Quand celle-ci éclatera, il faudra contrôler notre mouvement par les assemblées générales, la défense des piquets et des manifestations contre les flics, les comités de grève élus et leur coordination nationale.

11 février 2018

À bas le projet de loi contre les travailleurs et étudiants étrangers ! Des papiers pour tous !

Camps démantelés, tentes lacérées, murs et barbelés, expulsions (parfois illégales comme celles de mineurs), tel est le quotidien des migrants du fait de la police française et de Macron. Il faut y ajouter des conditions inhumaines de survie, la dépendance à l'égard des passeurs, des marchands d'esclaves, des proxénètes, des morts par milliers à cause de la fermeture des frontières de tous les États impérialistes, dont la France.

Les migrants objets de trafic illicite sont souvent victimes de graves violations des droits de l'homme... les migrants peuvent se retrouver entassés dans des espaces minuscules, dans des camions ou des embarcations précaires... En chemin, ils peuvent être violés, battus ou abandonnés à leur sort dans le désert. Une fois arrivés à destination, beaucoup sont victimes de chantage ou forcés à travailler pour rembourser leurs dettes. Ils peuvent alors verser aux criminels des sommes exorbitantes, presque invraisemblables, par peur d'être maltraités ou livrés aux autorités. (Office national des Nations-Unies contre le crime et la drogue)

Ainsi, plus de 3 100 migrants ont disparu en Méditerranée en 2017, en fait assassinés par les démocrates et antiracistes Macron, Merkel et compagnie qui ouvrent les frontières aux marchandises et aux capitaux, mais pas aux êtres humains, qui vendent des armes au monde entier, qui participent directement à des guerres qui détruisent des pays entiers.

Un véritable mur et un déploiement policier permanent empêche à Calais les migrants de rejoindre la Grande-Bretagne. Si on ajoute les poursuites contre ceux qui leur viennent bénévolement en aide, le plus emblématique étant Cédric Herrou, l'État a de plus en plus de mal à faire croire que la France est une terre d'asile. Pourtant, le nombre de réfugiés par habitant est dix fois plus important en Allemagne qu'en France, il est sept fois plus important dans l'Autriche co-gouvernée par le FPÖ (l'équivalent du FN) qu'en France.

L'esprit d'ouverture, c'est pour les émirs, les capitalistes, les chefs d'État dont les mains dégoulinent de sang. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a présenté le 21 février un projet de loi « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif ».

Le projet de loi du gouvernement Macron-Philippe-Collomb qui vise à encore restreindre l'accès à la France, après une dizaine de lois de ce type (les dernières en 2016 et 2015), semble inspiré par les Le Pen.

Il prévoit la réduction du délai pour déposer une demande d'asile à l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) de 120 à 90 jours ; la réduction du délai

pour introduire un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) qui passe de 30 à 15 jours ; le prolongement de la retenue administrative (par la police) de 16 à 24 heures, donc une réelle garde-à-vue bis pour les étrangers ; une diminution de la protection pour les malades étrangers et un allongement de la durée de rétention administrative de 45 à 135 jours.

Au durcissement des conditions d'accueil, s'ajoutent de nouvelles persécutions comme la mise en oeuvre immédiate des expulsions, sans délai ni recours, et le délit de franchissement de frontières extérieures à l'espace Schengen, puni d'un an de prison et 3 750 euros d'amende.

Enfin, l'article 16 prévoit cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende si un travailleur étranger a utilisé de faux papiers et il ne reconnaît plus les bulletins de paie comme preuves en vue de régularisation.

Le résultat du projet de loi ne serait pas la suppression de l'immigration, qui est impossible à moins d'instaurer un État fasciste, totalitaire, mais la surexploitation d'une fraction de la classe ouvrière, l'affaiblissement de toute la classe ouvrière.

Le 21 février, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France contre le projet de loi. Après Reims, Clermont-Ferrand... l'Université de Paris 8 (Saint-Denis) et le campus de Jussieu (Paris) ont été occupés par des migrants, soutenus par des étudiants.

Il faut un combat d'ensemble, fédérant tous les travailleurs, avec et sans papiers, pour régulariser ceux et celles qui travaillent ici.

Celles et ceux qui fuient la mort, qui veulent étudier ou travailler ont toute leur place ici ; ceux qui veulent rejoindre un autre pays doivent pouvoir le faire librement. La responsabilité de tous les partis et syndicats ouvriers est de s'unir et d'engager le combat national pour le retrait du projet de loi et l'abrogation des circulaires anti-migrants. Un tel combat unifiera les rangs des exploités contre les projets du gouvernement Macron-Philippe-Collomb au service des capitalistes.

Des papiers pour tous ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Retrait du projet de loi Macron-Collomb sur l'immigration ! Abrogation des circulaires Collomb !

Ouverture des frontières ! Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les étudiantes et les étudiants de circuler et de s'installer en France ! Égalité des droits sans restriction, y compris le droit de vote !

14 mars 2018

État espagnol Pour la libération immédiate et sans poursuite judiciaire de tous les prisonniers politiques

La situation de la classe ouvrière est très grave : le travail qui nous permet tout juste de survivre, le chômage, l'insécurité de l'emploi, le logement inaccessible, sont l'autre face des privilèges des riches, de plus en plus riches, qui ont résolu le problème de la dernière crise capitaliste avec la surexploitation du prolétariat.

Depuis l'approbation de la loi bâillon [dite « de sécurité citoyenne », de mars 2015] et la réforme du Code pénal, les mesures de répression contre ceux qui luttent contre cette situation se sont multipliées : tous les jours, de graves accusations pénales sont portées contre des travailleurs dont le seul crime est d'avoir fait un piquet de grève, empêché l'expulsion de familles pauvres de leur logement, occupé les terres de propriétaires terriens absents, de défendre des manifestations contre la violence policière, de faire des blagues sur les franquistes ou sur la Vierge Marie sur Internet, de parler en classe du référendum du 1^{er} octobre [sur l'indépendance de la Catalogne, interdit par la monarchie], de brûler des photos du roi ou de chanter des choses que le gouvernement ou l'Église n'aiment pas. Pendant ce temps, le pouvoir détourne l'attention du peuple en amplifiant des faits divers qui sont montés en épingle par les médias.

Cette répression inusitée et croissante est la réponse du gouvernement qui gère les intérêts de la bourgeoisie face à l'importante montée des mobilisations de masse depuis plus d'un an. Malgré la paix sociale que les bureaucraties collaborationnistes des syndicats majoritaires UGT et CCOO tentent d'imposer, l'augmentation des grèves ouvrières, les mobilisations sociales, les mobilisations de migrants, les manifestations de femmes travailleuses et de retraités montrent clairement une réactivation de la lutte de la classe ouvrière après tant d'années de dure crise économique.

Tout cela se réfracte aussi dans la crise catalane. Le vendredi 23 mars, le Tribunal Supremo [la Cour suprême, sommet de l'appareil judiciaire], suivant impudemment les instructions du gouvernement du PP, a décidé de poursuivre 25 représentants politiques et sociaux catalans. Inculpés de « crime de rébellion » (passible de 30 ans de prison), le président de la Catalogne, Carles Puigdemont, le vice-président Oriol Junqueras et 7 administrateurs du gouvernement dissous, le président du Parlement dissous, le secrétaire général de l'ERC [Gauche républicaine, parti bourgeois nationaliste] et les dirigeants d'ANC et Omnium Cultural [les principales associations indépendantistes de Catalogne]. Inculpés de

« crime d'insubordination » (passible de déchéance et d'amende), 5 membres du gouvernement dissous, cinq membres du conseil d'administration du parlement dissous, les porte-parole de la CUP [Candidature d'unité populaire, parti nationaliste petit-bourgeois], Mireia Boya et Anna Gabriel. En outre, certains d'entre eux sont accusés de délit de détournement de fonds (jusqu'à 8 ans). Leur crime : avoir organisé un référendum le 1^{er} octobre pour que le peuple catalan se prononce démocratiquement sur la création d'une république catalane séparée du royaume d'Espagne.

Le gouvernement minoritaire du PP [Parti populaire, le principal parti bourgeois impérialiste] –le premier parti inculpé par la justice pour corruption, avec plus de 900 affaires– doit sa survie à la volonté du PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol, principal parti social-impérialiste] qui, s'il le souhaitait, pourrait, à tout moment, le renverser aux Cortes [parlement] du Royaume d'Espagne. Au contraire, la direction de ce parti le

laisse libre de criminaliser le référendum catalan et le mouvement d'indépendance, d'asphyxier financièrement la Catalogne, de réprimer policièrement les imposantes mobilisations des masses, de dissoudre les institutions étatiques autonomes (en application de l'article 155 de la Constitution) et d'opposer son veto à la possibilité d'élire le nouveau président de la Généralité, après les élections forcées du 21 décembre.



Il ne s'agit pas d'avoir ou d'entretenir l'illusion que le mouvement indépendantiste créerait un cadre favorable à la cause ouvrière, mais de comprendre que la réponse répressive de l'État aux aspirations démocratiques catalanes est un élément de la régression politique vers des formes encore plus menaçantes pour les libertés politiques dont nous avons besoin pour lutter pour nos revendications.

Par conséquent, il est temps de riposter et d'arrêter la spirale répressive. Et nous devons le faire en tant que classe ouvrière. Parce que c'est la bourgeoisie espagnole qui attaque et parce que sa fraction catalane le fait aussi quand cela l'arrange. Et parce que, comme on l'a vu tout au long du « processus d'indépendance », la bourgeoisie catalane, bien que victime de la répression de l'État, le reconnaît comme le sien et ne cesse de s'y subordonner. Nous en avons assez de cette expérience interclassiste et de l'impasse dans laquelle les masses désemparées ont été maintenues, alors que leurs dirigeants « indépendantistes » étaient engagés dans des négociations secrètes pour préserver leur propre avenir politique, économique et personnel.

Il faut que toutes les organisations du mouvement ouvrier de l'État espagnol, politiques, syndicales, sociales, de toute nature, convergent dans un mouvement, comme un poing :

Abrogation des réformes des retraites, du travail, du code pénal et de la loi bâillon ;

Libération immédiate et sans poursuites de tous les prisonniers politiques et combattants sociaux ;

Arrêt de la répression politique contre les séparatistes dans la communauté catalane ;

Retrait immédiat de l'article 155 ;

Droit du peuple catalan à choisir son destin sans ingérence du royaume d'Espagne. Même droit pour tous les peuples qui le souhaitent ;

À bas le gouvernement Rajoy !

Les conditions sont réunies pour organiser une grève générale pour répondre à ces revendications et mettre fin au gouvernement le plus corrompu et anti-ouvrier qui nous a été accordé par la monarchie héritée de Franco.

Les conditions sont réunies pour mettre fin à la monarchie et ouvrir la voie à un nouveau système de gouvernement des travailleurs, qui répondrait aux besoins réels de la majorité de la population et où chaque peuple serait libre de choisir ses rapports avec les autres.

24 mars 2018

Internaciema Kolektivista Cirklo
[traduction et précisions du GMI]

Mayotte paralysée

Mayotte connaît une grève et des barrages routiers depuis la mi-février. C'est un département français car la population de cette île de l'archipel des Comores a choisi, au moment de l'indépendance en 1974, de rester rattachée à l'État français qui a vu pour sa part l'occasion de renforcer sa présence dans l'océan Indien. Elle reste sous-équipée et démunie. Cependant, à cause de la misère des Comores, elle attire une immigration massive des îles voisines. Le déclin du capitalisme à l'échelle historique explique que le petit État bourgeois des Comores soit incapable d'assurer le développement et que même un État dominant comme la France se révèle incapable d'assurer celui de Mayotte. Le chômage de masse, la déscolarisation, les bidonvilles, la délinquance et la criminalité en sont des conséquences.

Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, les deux candidats ayant le plus de succès furent Fillon (32,6 % des voix à Mayotte, nettement plus que dans toute la France : 20 %) et Le Pen (27,3 % à Mayotte, 21 % au total). Le mouvement est plus douteux qu'en 2016 [voir *Révolution communiste* n° 17]. Un « collectif des citoyens » donne le ton pour diriger le mouvement contre l'insécurité plus que contre ses causes.

On vit dans la peur en permanence. On a peur d'emprunter les routes mahoraises (coupeurs de routes). On a peur d'envoyer nos enfants à l'école (poignard pour un pot de yaourt). On a peur de garer nos voitures (vandalisme gratuit). On est terrorisé dans nos champs (récoltes volées, menace au chombo). On a peur des plages (agressions et viols). On a même peur de dormir chez nous (cambriolages et humiliation), le comble ! Tu es ou seras victime tôt ou tard. Alors rejoins la Résistance Kogno Moja ri Kombowé i Maoré. (Collectif des citoyens de Mayotte, 19 février)

Les dirigeants syndicaux locaux s'associent à ce collectif, au patronat local et aux élus pour demander plus d'appareil répressif de l'État au gouvernement français.

L'intersyndicale, le collectif des citoyens, les élus et le patronat se sont réunis... À l'issue de cette rencontre, un nouveau document commun a été approuvé. (Le Monde, 30 mars)

À chaque fois que les représentants des exploités s'associent aux exploités, ce sont ces derniers qui y gagnent. C'était déjà le cas en Guyane il y a un an [voir *Révolution communiste* n° 23]. La ministre des outre-mer Annick Girardin envisage un statut d'extraterritorialité pour l'hôpital dont la maternité est la première de France. Les mesures d'ores et déjà prises par le gouvernement Macron-Philippe-Girardin visent les immigrants, les pauvres parmi les pauvres. Le renforcement policier a conduit à 3 685 arrestations et 597 éloignements du territoire en 15 jours, des parents d'enfants français, des femmes allaitant leurs bébés, des conjoints de citoyens français, des mineurs... En plus, des milices racistes traquent les migrants.

Des habitants du nord de l'île, organisés en collectif, effectuent des « rondes » afin de débusquer des étrangers en situation irrégulière pour les remettre à la gendarmerie. (Le Monde, 1^{er} avril)

Les syndicats mahorais doivent rompre leur bloc avec les patrons, exiger l'égalité pour les travailleurs avec ceux de la métropole, protéger les travailleurs et les élèves venus des autres Comores, exiger l'échelle mobile des salaires contre la vie chère, la diminution du temps de travail pour embaucher les chômeurs, un plan de construction de logements, d'ouverture d'écoles, etc. avec une priorité à la main-d'œuvre de l'archipel. Les travailleurs d'avant-garde doivent se regrouper, en lien avec ceux de France, des Comores, de Madagascar, de la Réunion, de Tanzanie, du Mozambique... pour ouvrir la perspective d'une fédération socialiste de l'océan Indien.

4 avril 2018

États-Unis Avec Trump, la bourgeoisie cherche une autre voie



La rupture

Le rapport de la Maison Blanche du 18 décembre 2017 définissant la nouvelle vision stratégique sur la sécurité nationale des États-Unis met les pieds dans le plat. Il place les États-Unis dans une posture offensive : « *La Chine et la Russie défient la puissance, l'influence et les intérêts de*

l'Amérique et essayent de saper la sécurité et la prospérité de l'Amérique ». Présentant ce rapport, Trump en a défendu les quatre grands axes : protéger le territoire, promouvoir la prospérité américaine, préserver « la paix par la force » et faire progresser l'influence américaine. Trump l'avait maintes fois déclaré dans sa campagne présidentielle et réaffirmé depuis, il veut rendre sa grandeur à l'Amérique.

Les politiques précédentes des États-Unis reposaient peu ou prou sur la continuité de la prise en charge par le principal impérialisme des contradictions de l'ordre mondial, à la fois première puissance économique et gendarme du monde. Mais ces politiques, qui n'excluaient pour les États-Unis ni la guerre ni les mesures protectionnistes quand elles lui étaient utiles, gardaient cependant au centre la conclusion d'accords internationaux censés donner aux entreprises américaines des facilités toujours plus grandes sur le marché mondial.

Cependant, les menées impérialistes guerrières des États-Unis, plus ou moins secondés par d'autres impérialismes, n'ont pas donné les résultats escomptés, rajoutant désordre et instabilité comme en Irak là où les États-Unis voulaient un nouvel ordre à leur convenance, quand elles ne se sont pas transformées en bourbier comme en Afghanistan. À cela s'ajoute le coût énorme du financement de la présence militaire américaine dans le monde pour prix de ses engagements internationaux. Echaudé, Obama achevait son deuxième mandat sur une orientation nettement moins interventionniste, se gardant d'intervenir massivement en Syrie et essayant de retirer les troupes d'Afghanistan. Sur le terrain économique, l'ALENA régissant les relations économiques entre les États-Unis, le Canada et le Mexique n'a pas empêché la poursuite des déficits de la balance commerciale américaine avec ces pays. L'Accord de Partenariat transpacifique laborieusement négocié par Obama avec onze autres pays pour supprimer les barrières douanières, tenant la Chine à l'écart, était bien loin de contenir l'inexorable avancée de l'impérialisme chinois. L'impérialisme russe, de son côté, pourtant beaucoup

moins puissant, profitant des hésitations américaines, lui a damé le pion en Syrie, sur les cadavres de dizaines de milliers de civils causés par les bombardements des avions russes alliés au dictateur Bachar El Assad.

La bourgeoisie américaine est usée comme l'est l'impérialisme américain lui-même. Elle est prise dans de multiples contradictions qui sont les contradictions générées par l'impérialisme lui-même. Trump, le chef de son gouvernement, mélange d'affairiste et de populiste réactionnaire à l'intelligence limitée, n'est sans doute pas le stratège le plus éblouissant, il incarne au contraire la brutalité du capitalisme sans retenue, mais il fera l'affaire pour la classe dominante. Trump renégocie pied à pied tous les termes du traité de l'ALENA et retire les États-Unis de l'Accord de Partenariat transpacifique. Plutôt que d'agir selon un plan minutieusement élaboré, l'État bourgeois américain est avant tout poussé, cahin-caha, par cette nécessité qu'il ne peut laisser faire cette lente érosion sans réagir. Contrairement à ce que prétendent nombre de commentateurs politiques, il y a donc une cohérence de fond dans la politique de Trump, au-delà de ses foucades, rodomontades et autres vulgarités. Cette ligne de force, c'est celle de la bourgeoisie américaine qui cherche une autre voie pour retrouver une puissance incontestée et imposer le talon de fer, non seulement aux pays dominés, mais aussi aux autres bourgeoisies, alliés compris. D'où la rupture dans la manière avec laquelle Trump positionne les États-Unis face au reste du monde.

L'impérialisme américain prépare la guerre

Trump a décidé de liquider l'accord conclu avec l'Iran, la Russie, la Chine et les trois principales bourgeoisies européennes visant à l'empêcher d'accéder à l'arme atomique en échange de la levée des sanctions économiques. Le prétexte invoqué sur la poursuite par l'Iran des essais balistiques, au demeurant permis par l'accord, est évidemment fallacieux. Que le rétablissement des sanctions gêne le commerce des bourgeoisies européennes qui commençaient à reprendre pied en Iran est tout bénéfique pour l'impérialisme américain, mais ce n'est qu'une conséquence indirecte. La vraie raison est à chercher en Syrie, où l'impérialisme russe allié au régime iranien contrôle la situation au détriment de l'impérialisme américain et de ses alliés, Arabie Saoudite en tête.

C'est pourquoi l'impérialisme américain se redispense méthodiquement. D'abord, Trump a entrepris de renforcer ses liens avec Israël. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État sioniste est un encouragement manifeste à l'aggravation de la politique de

colonisation. Pendant des années, cette colonisation a avancé tout en s'abritant derrière la fiction de négociations pour la mise en place de deux États, le processus d'Oslo, qui n'était qu'un leurre auquel tous les impérialismes, toutes les bourgeoisies, y compris palestinienne, et avec eux les directions du mouvement ouvrier, ont fait mine de croire. Jérusalem étant revendiquée comme capitale par les deux parties, cette fiction avait besoin de la fausse neutralité affichée sur cette question par les États-Unis. Aujourd'hui, Trump prend acte des avancées de l'État sioniste dans sa politique d'annexion de territoires palestiniens, consacre l'état de fait et encourage Israël à aller beaucoup plus loin. C'est fort de ce soutien que la répression à coup de fusils s'abat sur des manifestants palestiniens pacifiques de la bande de Gaza. En échange, le gouvernement américain compte bien le moment venu sur l'engagement militaire d'Israël contre l'Iran. Ensuite les liens, notamment militaires, avec l'Arabie Saoudite, sont renforcés. Trump s'est récemment mis en scène avec le prince héritier d'Arabie Saoudite en exhibant la panoplie des armes vendues et en égrenant les milliards engrangés. L'Arabie Saoudite est en concurrence avec l'Iran, qui l'a évincée de ses entreprises en Syrie. pour jouer le premier rôle au Moyen-Orient. La guerre au Yémen voisin n'est que l'affrontement par procuration entre ces deux puissances régionales.

Enfin Trump resserre son administration. Il s'est débarrassé sans façons le 13 mars de son chef de la diplomatie, Tillerson (PDG de 2006 à 2016 de la multinationale pétrolière Exxon Mobil) qui avait le tort de penser que l'accord avec l'Iran restait viable, pour le remplacer par l'ex-directeur de la CIA, Pompeo, choisi pour sa fermeté belliqueuse. À la tête de la CIA, Trump place Haspel, l'ancienne responsable d'un centre de torture en Thaïlande. À la Russie, qui renforce ses positions en Syrie, Trump a décidé d'envoyer un message d'avertissement. Il ne faut pas chercher ailleurs le sens du renvoi des diplomates russes aussi bien des États-Unis qu'en Europe suite à l'empoisonnement à Londres d'un ancien agent double russe. L'isolement diplomatique de la Russie prépare un renforcement des sanctions économiques à son encontre. Reste la Turquie que la politique de son dictateur Erdoğan a partiellement éloignée des États-Unis, qui cherche aussi à renforcer sa place de puissance régionale. Contrairement à ce que croient les naïfs, les États-Unis laisseront l'armée turque poursuivre son offensive contre les Kurdes de Syrie, en retirant au besoin leurs forces spéciales qui les avaient épaulées dans la lutte contre l'EI, pour s'assurer du soutien turc et solidifier ses appuis contre l'Iran.

Ces pas vers la guerre s'accompagnent d'un renforcement considérable des dépenses d'armement des États-Unis. Le budget militaire américain pour 2018 frôle les 700 milliards de dollars, il dépasse de 15 % celui d'Obama. Loin des chicaneries et des manoeuvres d'obstruc-

tion, c'est le Congrès lui-même qui a renchéri de plus de 26 milliards le budget réclamé par la Maison Blanche ! L'impérialisme américain tient à conserver à distance l'impérialisme chinois qui poursuit également de son côté le renforcement de ses armées et mène une politique agressive en mer de Chine. Deuxième puissance militaire mondiale en termes de budget avec 150 milliards d'euros annuels, la Chine, bien que loin derrière les États-Unis, inquiète. « *Si les États-Unis ne suivent pas le rythme, le PACOM [Commandement militaire du Pacifique] aura du mal à concurrencer l'Armée populaire de libération [Armée chinoise] dans les futurs conflits* », a en effet prévenu l'amiral Harris, lors d'une audition devant la commission des Forces armées de la Chambre des représentants, le 14 février. « *Je pense qu'il est important de faire des prévisions pour la guerre et de préparer des ressources lorsque nous essayons de prévenir un conflit... J'espère que nous n'arriverons pas au stade du conflit mais nous devons être prêts face à une telle éventualité* ». Sans être encore la guerre, toute la politique de l'impérialisme américain se prépare à la guerre.

Les menaces d'anéantir la Corée du Nord vont dans le même sens, et même si une entrevue doit avoir lieu entre Trump et Kim Jong-un, l'impérialisme américain n'en continuera pas moins à manoeuvrer de toutes les manières pour contenir l'impérialisme chinois qui se tient derrière la Corée du Nord.

Apparences et réalité de la politique économique

Avec sa réforme fiscale, Trump a soigné la bourgeoisie américaine. Le taux de l'impôt fédéral sur les bénéfices des entreprises passe de 35 % à 21 %, les impôts sur les successions sont très réduits, voire supprimés pour les plus grandes fortunes, l'imposition des plus hauts revenus baisse également. Au total une réduction de 1 500 milliards de dollars sur 10 ans. Le rapatriement des bénéfices des entreprises faits à l'étranger n'est plus sujet qu'à un impôt réduit de 15,5 %. Au passage, ces mesures devraient permettre à la famille Trump d'économiser 11 millions de dollars par an d'après le magazine *Forbes*.

Évidemment, tous ces cadeaux aux capitalistes vont aggraver le déficit budgétaire, mais Trump et ses partisans promettent de tailler dans les dépenses, à commencer par les programmes sociaux : « *Franchement, ce sont les droits aux soins de santé qui sont les grands moteurs de notre endettement* » a déclaré le président de la Chambre des représentants, Paul Ryan.

Cependant, Trump doit continuer à s'adresser à la partie populaire de son électorat, en lui faisant croire que les mesures protectionnistes vont permettre de maintenir et développer les emplois dans les secteurs

menacés par la concurrence internationale. C'est donc en grande pompe que Trump entouré d'ouvriers sidérurgistes signe l'imposition de droits de douane de 25 % sur l'acier et 10 % sur l'aluminium importés. Il a pour cela le soutien du syndicat AFL-CIO, dont le chef s'est félicité « *d'un premier grand pas en avant* ». « *Vous devrez reconstruire vos industries* », a déclaré Trump à l'attention des patrons. Depuis plusieurs années, la production d'acier et d'aluminium baisse aux États-Unis et plusieurs aciéries ont fermé. Mais contrairement à ce que Trump prétend, il est peu vraisemblable que les capitalistes américains réinvestissent lourdement pour relancer ce type de production, même à l'abri des tarifs douaniers. La bourgeoisie américaine n'a pas suivi Trump dans cette affaire.

D'ailleurs, si Trump a tweeté « *Les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner* », rapidement le

Canada, le Brésil, la Corée du Sud, le Mexique, l'Allemagne etc. ont été exemptés de ces taxes. Reste pourtant mise au ban la Chine qui est en surproduction, mais dont les exportations directes d'acier aux États-Unis sont marginales. Mais c'est encore la Chine que Trump vient d'accuser de piller les technologies par le biais des co-entreprises. Au-delà des taxes sur l'acier et l'aluminium chinois, Trump entend taxer pour 60 milliards d'importations chinoises, allant des chaussures à l'électronique en passant par le textile, promettant de réduire le déficit commercial avec la Chine de 375 milliards de dollars à 100 milliards.

Une fois débarrassée des scories, reste donc l'essentiel : pas à pas, les États-Unis s'avancent vers la guerre commerciale avec la Chine.

3 avril 2018

Brésil Marielle Franco assassinée

Une femme dynamique, noire, conseillère municipale largement élue aux élections, très populaire à Rio, membre du Partido Socialismo e Liberdade (PSOL), féministe, qui dénonçait les abus de la police et, dernièrement, des forces armées, a été assassinée le 14 mars à Rio.

Marielle Franco, professeure en administration publique, âgée de 38 ans, militait contre l'intervention de l'armée dans les quartiers pauvres et noirs, dans les bidonvilles -intervention décrétée par Temer, le plus impopulaire président de la planète-, contre les assassinats répétés de jeunes, pauvres et noirs, contre la violence vis-à-vis des religions d'origine africaine, ce qui était pour elle un racisme religieux et une tentative d'effacer l'histoire, l'art, les savoirs de ces populations.

La façon dont on l'a tuée -4 balles dans la tête, 9 coups de feu ont été tirés contre sa voiture, à 21 h 30 ce mercredi 14- indique qu'il s'agissait d'un crime prémédité, car les tirs provenaient d'une arme que seules les forces armées ont le droit d'utiliser. De plus, malgré les vitres fumées de la voiture de Marielle Franco, la direction des coups de feu montre que c'est bien elle qui était visée, que les assassins savaient qu'elle était à l'arrière et du côté droit. Rien n'a été volé. Les assassins ont tué aussi le chauffeur qui a reçu trois balles dans le dos. Ils se sont évaporés aussitôt.

Il est évident que c'était une exécution, un crime politique. Le PSOL, dont était membre Marielle Franco, est une rupture sur la gauche du PT. Elle venait de participer à une assemblée de femmes noires. Dernièrement, elle avait mis en cause le Batalhão n° 41 da Polícia Militar en charge des quartiers d'Iraja, Pavuna, Vicente de Carvalho e Costa, où il y a des bidonvilles. Marielle écrivait que c'est le quartier de Rio où on entend le plus de coups de feu, où on tue le plus. En janvier, 41% des morts violentes ont été le résultat de l'intervention des agents de la PM (gendarmerie),

Le 15 mars, 50 000 personnes à Rio et 30 000 à Sao Paulo ont afflué dans les rues pour protester contre le meurtre de la militante du mouvement ouvrier. Le combat de Marielle est notre combat ; nous ne l'oublierons pas.

18 mars 2018, correspondante

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à

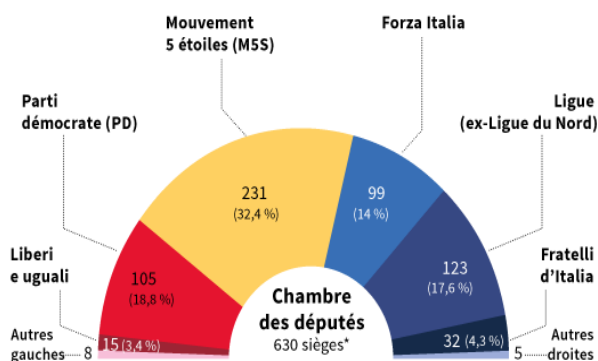
ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse postale

Adresse électronique@.....

Italie Les élections générales du 4 mars



Les grands partis bourgeois de la période précédente (PD, FI) s'effondrent ; ce qui reste du mouvement ouvrier (PRC, LeU) n'en bénéficie pas ; deux partis autrefois marginaux (M5S, LN) l'emportent.

Pour les partisans du dégaisme, les élections générales de mars en Italie confirment qu'« *il y a une vague dégaïste en Europe* » (Bastien Lachaud, député La France insoumise, LCI, 5 mars). Un terme qui confond le début de la révolution sociale de Tunisie en 2011 avec la victoire électorale du capitaliste Trump aux États-Unis en 2016 ou celle de partis réactionnaires d'Italie aujourd'hui n'est guère éclairant. D'ailleurs, à cette date, LFI n'a pas présenté d'analyse véritable des élections italiennes, pas plus que le PCF ou le PS.

Le gouvernement Macron-Philippe-Collomb en profite pour justifier sa chasse aux migrants à la Trump et son projet de loi inspiré de Sarkozy et Le Pen.

Je prends note que, dans le monde où nous vivons, on peut défendre des belles idées mais on ne peut pas les défendre en faisant abstraction de la brutalité du contexte. L'Italie a aujourd'hui indéniablement souffert dans le contexte d'une très forte pression migratoire. (Emmanuel Macron, AFP, 5 mars)

Il faut comprendre qu'accueillir les réfugiés (la « belle idée ») se heurte à la dure réalité (« une forte pression migratoire ») et peut conduire le pays qui l'oublierait à une crise politique. L'explication par Macron du résultat des élections italiennes par l'excès d'étrangers, est-elle si différente des « populismes » dont il prétend protéger la France ? Toutes les fractions politiques de la bourgeoisie décadente dissimulent que :

1. La pauvreté et l'instabilité politique des pays dominés sont les résultats de la domination et de l'exploitation étrangères (qui inclut les grands groupes capitalistes français ou italiens...) ;
2. L'armée française, avec l'armée britannique, a joué un rôle décisif dans la destruction de la Libye en 2011 (que le gouvernement italien a tenté alors d'empêcher) et elle participe aux dévastations en cours en Syrie et en Irak ;

3. L'inégalité et les conflits d'Asie de l'Ouest et d'Afrique entraînent inévitablement des déplacements de population mais ces déplacements touchent surtout les pays dominés. Par exemple, c'est au sein de la Syrie ou en direction du Liban, de la Jordanie et de la Turquie que les Syriens ont majoritairement fui ;

4. L'État français a contribué à la « *forte pression migratoire* » en Italie, en suspendant les accords de Schengen, en fermant depuis 2015 sa frontière italienne aux migrants, comme l'État suisse (non membre de l'UE, mais membre de l'espace Schengen). La plupart des migrants qui abordaient les côtes italiennes n'avaient pas l'intention d'y rester mais s'y sont trouvé enfermés. Cette politique de Hollande et de Macron n'a pas peu contribué au succès des slogans xénophobes et anti-UE dans le pays voisin : « *il y a un sentiment, largement répandu, que l'Italie a été laissée par ses partenaires de l'UE se confronter seule à l'immigration* » (*The Economist*, 10 mars).

La fragilité du capitalisme italien révélée par la crise mondiale

Le capitalisme italien réussit à accumuler à grande échelle après la 2^e Guerre mondiale, en s'appuyant sur les trahisons du PSI et du PCI, sur la reconstruction de l'économie dévastée et sur la CEE-Union européenne.

De 1950 à 1963, l'économie italienne a connu une phase d'expansion sans équivalent dans l'Europe d'après-guerre avec une croissance de 7,5 % en 1955. (Pierre Milza, *Histoire de l'Italie*, 2005, Fayard, p. 927)

Avec la croissance économique et l'émigration, le taux de chômage tombe à 3,6 % en 1963. Mais l'Italie est particulièrement affectée par les crises capitalistes mondiales de 1973-1975 et de 2007-2009 (le PIB a baissé de 5,5 % en 2009 par rapport à 2008). Elle subit quatre années de récession (2008-2009 puis 2012-2013), ce qui entraîne un recul du PIB de près de 9 % par rapport à sa situation de 2007 et un doublement du taux de chômage (de 6 % en 2007 à 13 % fin 2014). En quinze ans, 200 000 diplômés quittent le Sud pour migrer vers le Nord ou à l'étranger.

Comme tous les autres États capitalistes, y compris la Chine, l'État italien recourt au déficit budgétaire face à la crise (solde budgétaire de -5,2 % du PIB en 2009) sans se soucier des règles de l'Union européenne en vigueur depuis 1992 (3 % du PIB au maximum). Les finances publiques sont caractérisées par un endettement élevé (132 % du PIB, alors que la règle est moins de 60 % au maximum), ce qui limite les marges de la politique budgétaire de l'État bourgeois italien.

Les gouvernements Letta (2013-2014), Renzi (2014-2016) et Gentiloni (2016-2018) s'efforcent de réduire le déficit (-1,9 % du PIB en 2017) et ainsi la dette. Ces gouvernements dirigés par le Partito democratico (PD, Parti démocrate) procèdent comme tous les gouvernements bourgeois, en coupant les dépenses publiques qui servent d'abord les travailleurs et en accusant volontiers l'UE d'être coupable de l'austérité : « *Les politiciens ont rejeté la responsabilité de la croissance réduite sur l'austérité imposée par l'UE* » (*The Economist*, 10 mars).

La France « insoumise » attribue l'austérité, qu'elle soit italienne ou française, à l'étranger, à « l'Europe » alors qu'elle est appliquée encore plus sévèrement en Grande-Bretagne qui a pourtant gardé sa monnaie et qui a décidé de sortir de l'Union européenne. Comme le dit un ancien Président du conseil italien (premier ministre) de 2011 à 2013 : « *même sans les contraintes européennes, on devrait avoir une certaine discipline* » (Mario Monti, *Le Monde*, 2 mars). Il est notable que l'UE, tout en exerçant une pression, n'a jamais sanctionné l'Italie pour ses manquements aux deux règles.

La persistance du chômage de masse

Entre la crise capitaliste et l'austérité étatique, des centaines de milliers de personnes sombrent dans la misère, spécialement dans le Sud. Par contre, l'armée, la police et les banques reçoivent plus que jamais la manne publique, sans parler du grand banditisme qui parasite toujours l'Italie.

Le gouvernement italien a officialisé le sauvetage de deux banques mutualistes de taille moyenne - Banco popolare di Vicenza et Veneto banca, au bord de la faillite. Le décret lançant la procédure de liquidation des deux banques a été approuvé par le président du conseil, Paolo Gentiloni. L'État italien mettra 4,785 milliards d'euros sur la table pour qu'Intesa Sanpaolo, la première banque de détail du pays, récupère les deux banques. Pier Carlo Padoan, ministre de l'économie, a précisé que le coût total des garanties publiques dans cette transaction pouvait s'élever jusqu'à 17 milliards d'euros, pour couvrir les crédits détériorés des deux banques. (Le Monde, 25 juin 2017)

Pour tenter de sortir du marasme, tous les gouvernements bourgeois italiens aident le capital et portent des coups aux travailleurs : coupe dans les dépenses sociales (enseignement, santé, etc.), baisse des prélèvements sur le capital, report de l'âge de départ en retraite (65 ans pour les hommes, 60 ans pour les femmes), réduction des pensions (calcul sur les salaires de l'ensemble de la carrière...), contrat de travail plus flexible, augmentation des droits d'inscription à l'université, salaire « au mérite » des enseignants, etc.

Grâce à l'augmentation du taux d'exploitation et à la conjoncture européenne et mondiale, le capitalisme italien finit par renouer avec la croissance à partir de fin 2014 : +1 % en 2015, +0,9 % en 2016, +1,6% en 2017 (mais c'est

+2,2 % dans la zone euro et +3,7 % dans le monde pour la même période).

Malgré cette embellie, l'Italie reste le malade de la zone euro : le PIB en volume y est toujours inférieur de plus de 6 % à son niveau d'avant-crise, et la reprise y est moins soutenue que chez ses partenaires de la zone euro. Par ailleurs, la dette publique, supérieure à 150 %, n'a pas encore amorcé sa décrue et le secteur bancaire demeure fragile. (Céline Antonin, Italie : l'horizon semble s'éclaircir, OFCE, décembre 2017)

La reprise se traduit par une création nette d'emplois (900 000 sur la période 2015-2017) ; le taux de chômage a fini par baisser. Mais il reste élevé : 10,8 % de la population active, 18 % dans le Sud.

Dans ces conditions, le capitalisme italien, s'il ne se prive pas de surexploiter les travailleurs étrangers, n'a pas besoin d'une immigration massive, contrairement au capitalisme allemand. Les partis italiens (Lega LN, Forza Italia FI...) qui font des étrangers leur cible principale totalisent plus du tiers des suffrages exprimés. Si on y ajoute ceux qui, sans en faire l'axe de leur politique, veulent aussi refouler les migrants (Movimento 5 Stelle M5S, Partito Democratico PD...), on dépasse 84 %.

Le chef du M5S Luigi Di Maio, au printemps 2017, prend des positions très dures dans la crise migratoire en Méditerranée, popularisant l'expression des « taxis des mers » pour qualifier les navires affrétés par les ONG humanitaires pour effectuer des opérations de secours au large de la Libye. (Le Monde, 7 mars)

Les trahisons répétées des bureaucraties syndicales

La classe ouvrière, le 12 décembre 2014, répond massivement à l'appel des confédérations à une grève d'une seule journée qui n'a pas débouché sur la victoire.

La grève générale de vendredi, en Italie, a été un succès : 60 % des salariés y ont pris part. Un million et demi de personnes ont défilé dans 54 villes à l'appel de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et de l'Union italienne du travail (UIL). Soit plus que le million réuni par la seule CGIL, le 25 octobre, à Rome, à l'occasion d'une manifestation nationale. Pour autant, l'exécutif reste intransigeant sur la réforme du marché du travail et le projet de budget 2015, objets de colère des syndicats... Matteo Renzi saura-t-il l'entendre ? (L'Humanité, 15 décembre 2014)

À part le Partito della Rifondazione Comunista (PRC), les seules organisations ouvrières de masse qui subsistent sont les syndicats traditionnels. Les principales confédérations sont dans l'ordre : la CGIL (à peu près équivalente de la CGT), la CISL (équivalente de la

CFDT) et l'UIL (équivalente de FO). Mais, dans tous les pays impérialistes, les appareils des syndicats sont corrompus par l'État bourgeois et les capitalistes. De temps en temps, ils sont contraints d'appeler à des « journées d'action » qui servent d'exutoire à la base, tout en négociant les attaques interrompues contre la classe ouvrière, exacerbées par le retour des crises capitalistes et la concurrence internationale.

En juillet 1992, les bureaucraties de la CGIL, de la CISL et de l'UIL renoncèrent à l'échelle mobile des salaires sur l'exigence de la Confindustria (le Medef italien). En juillet 1993, elles signèrent un accord de négociation collective à deux niveaux : la branche et l'entreprise. Les syndicats s'engageaient à tenir compte aussi bien des contraintes macroéconomiques que de la compétitivité des entreprises.

En novembre 2012, les bureaucraties de la CISL et de l'UIL signèrent avec le patronat un accord « de productivité » liant les salaires aux résultats des entreprises. Les accords d'entreprise se substituaient aux conventions collectives pour l'organisation du travail.

En juin 2013, les bureaucraties des confédérations de la CGIL, de la CISL et de l'UIL signèrent avec le patronat un accord sur la représentativité. Aux signataires est garanti le monopole de la représentation du personnel dans les entreprises. Il devient par conséquent presque impossible, pour les autres syndicats (COBAS, CUB, USB, CSB...), de participer aux élections des délégués du personnel dans les entreprises.

En janvier 2014, les bureaucraties des confédérations de la CGIL, de la CISL et de l'UIL signèrent avec le patronat un accord permettant des dérogations aux conventions collectives nationales sur les conditions de travail, les horaires et les salaires.

Le 28 février 2018, à la veille du scrutin, les bureaucraties des confédérations de la CGIL, de la CISL et de l'UIL signent avec la Confindustria un accord sur les salaires qui privilégie le niveau de l'entreprise et conditionne les augmentations aux gains de productivité.

Ainsi, les appareils sociaux-impérialistes des syndicats contribuent à la désorientation politique et idéologique de la classe ouvrière, complétant les trahisons historiques de l'ex-PSI et de l'ex-PCI, ainsi que l'orientation « réformiste » des petits partis surnageant du naufrage de la social-démocratie et du stalinisme (LeU, PRC...).

La politique migratoire de l'État bourgeois

L'ancien « centre gauche » L'Olivier-PD, quand il était à la tête du gouvernement (2006-2008, 2013-2018), comme l'ancien « centre droit » PdL-FI quand c'était son tour (2001-2005, 2008-2011), a tenté de limiter l'immigration. D'une part, l'État a enfermé des travailleurs et des jeunes qui n'avaient commis aucun crime ou délit (dans des CIE, CARA ou CDA) ; d'autre part, il a tenté

d'empêcher l'entrée (accords avec les seigneurs de guerre de Libye, patrouilles en mer), le tout avec l'aide de l'UE. Ainsi, en octobre 2013, après la mort en un seul naufrage de 366 migrants à Lampedusa, le gouvernement Letta (coalition du PD avec, entre autres, le PdL de Berlusconi) déclencha l'opération Mare nostrum.

Mare nostrum ne se substitue pas à Frontex - le mécanisme européen de contrôle des frontières extérieures de l'UE - effectif depuis 2005 par le biais de deux dispositifs : Hermès (dédié au contrôle du Canal de Sicile et des îles Pélagie) et Aeneas. Mare nostrum n'a pas pour réel objectif de sauver la vie des migrants ou de traduire en justice les passeurs, mais plutôt de faire front, grâce à un contrôle militaire minutieux, et ce jusqu'aux côtes libyennes, à l'afflux migratoire croissant qui fin octobre représentait plus de 50 000 arrivées. Mare nostrum, ce contrôle intensif de l'aire méditerranéenne concernée par les flux migratoires, est donc mis en place en novembre 2013. (Rivoluzione comunista, Fronte proletario contro guerra statale anti-immigrati, 2017, p. 14)

En juillet 2017, le gouvernement PD, comme celui de LREM en France au même moment, s'en est pris aux organisations qui secourent les migrants.

Né il y a soixante et un ans à Reggio de Calabre, fils de général, Marco Minniti est un pur produit du Parti communiste italien (PCI)... En Libye, ancienne colonie italienne où les intérêts économiques transalpins restent importants et les services de contre-espionnage très actifs, le ministre de l'intérieur multiplie sans états d'âme les contacts avec les chefs locaux, pour faire cesser les départs de bateaux vers l'Europe, tout en équipant les garde-côtes de navires flamboyants. Dans le canal de Sicile, il contraint les ONG chargées des opérations de secours en mer à s'engager sur un « code de bonne conduite ». (Le Monde, 14 septembre 2017)

Accusée de « favoriser l'immigration clandestine » plutôt que de sauver des vies, l'ONG allemande Jugend Rettet a été privée de son navire de secours en Méditerranée par les autorités italiennes, mercredi 2 août. (Le Monde, 3 août 2017)

Les policiers ont investi dimanche matin l'Open-Arms, affrété par l'ONG espagnole Proactiva... La raison ? La veille, le bateau avait obtenu le droit de débarquer 218 personnes qu'il avait refusé de remettre aux gardes-côtes libyens. (Le Monde, 23 mars 2018)

Bloqués en Libye, les migrants africains sont souvent rançonnés, réduits à l'esclavage, victimes de sévices, violés, assassinés.



Un attentat raciste et une mobilisation antifasciste

En Italie, les traditions d'accueil des étrangers résistent au regain de xénophobie entretenu par tout le spectre politique bourgeois, du Partito democratico à CasaPound en passant par Forza Italia, le M5S et la Lega.

Le 5 février 2018, un ancien candidat en 2017 de la Lega, après avoir fait le salut fasciste et crié « *Viva Italia!* » tire sur un groupe de Noirs à Macerata, dans le centre de l'Italie. Six personnes sont blessées. Le fasciste invoque le viol et le meurtre de Pamela Mastropietro par des trafiquants de drogue nigériens pour tirer sur des innocents dont le seul crime était d'avoir la peau sombre. Berlusconi, dont la formation FI réclame l'expulsion de 600 000 étrangers et est alliée à la LN au sein du « centre droit », minore : « *il me semble qu'il s'agit du geste d'un déséquilibré, qui mérite la plus ferme condamnation, mais qui ne peut être considéré comme ayant une connotation politique claire.* »

Le PD utilise le ministre de l'Intérieur et le maire de Macerata, ainsi que son influence dans la CGIL (la principale centrale syndicale) et dans l'Associazione nazionale partigiani d'Italia (l'Association des anciens résistants), pour empêcher les manifestations de protestation. Malgré l'interdiction officielle, les fascistes de Forza nuova se rassemblent à Macerata le 8 février, avec la complaisance de la police et des carabinieri (gendarmerie).

Les Centri sociali (CS, une mouvance anarchiste dont une aile soutient la coalition électorale PaP) appellent à manifester le 10 février à Macerata. Ils sont rejoints par les coalitions de partis Liberi e uguali et Potere al popolo, la FIOM (la fédération de la métallurgie de la CGIL), les COBAS (des sortes de SUD), etc. 20 000 manifestants au moins répondent à l'appel. Le 25 février, 20 000 personnes, surtout des jeunes, manifestent à Milan. À Livourne, quand les CS contre-manifestent face aux provocateurs FdI, le dirigeant du PaP Maurizio Acerbo approuve les antifascistes mais le porte-parole de LeU Pietro Grasso les condamne.

Le naufrage de la représentation politique antérieure de la bourgeoisie

Le 4 mars, la participation aux élections des deux chambres (Chambre des députés, Sénat) est élevée :

73 % des inscrits, quoiqu'en légère baisse depuis les précédentes élections générales, en février 2013 (75 %).

Le Partito democratico (PD, Parti démocrate) est le parti bourgeois qui a été l'axe des gouvernements précédents. Il est issu de la fusion en 1998 du PDS (la majorité de l'ancien Parti communiste italien) et des survivants du cléricanisme lié à l'Église catholique (PPI, principale composante issu de feu le Parti démocrate-chrétien qui avait dirigé le pays pendant 40 ans). Il a chuté de 25,4 % des voix en 2013 à 18,7 % en 2018. Son secrétaire général, Matteo Renzi, a été contraint de démissionner.

La première victime du scrutin est le Parti démocrate de l'ancien premier ministre Matteo Renzi, qui subit une défaite humiliante. Avec moins de 19 % des voix, soit à peine 112 députés et 57 sénateurs, le principal parti de gauche atteint un plus bas historique. (Le Monde, 7 mars)

L'autre parti bourgeois de gouvernement, Forza Italia, fondé en 1994, s'effondre aussi (il est passé de 21,6 % à 14 %). Il n'est pas sûr qu'il survive à son chef, âgé de 81 ans.

Le deuxième perdant des législatives, Forza Italia, est peut-être dans un plus piteux état encore. En réalisant à peine 14 %, un chiffre ridiculement bas pour une formation censée représenter l'ensemble de la droite modérée, la formation née en 1994 par la seule volonté de Silvio Berlusconi est en bout de course. (Le Monde, 7 mars)

Le succès de deux partis « populistes »

Le grand vainqueur des élections du 4 mars est le Movimento 5 stelle (M5S, Mouvement 5 étoiles), un parti petit-bourgeois démagogique et xénophobe créé sur la base du dégagisme en 2009 par un pitre qui a passé le relais à Luigi Di Maio. En dénonçant l'abandon du Sud et grâce à la promesse d'un « revenu citoyen », le M5S a capté plus de 32,7 % des voix dans tout le pays (contre 25,5 % en 2013) et est nettement majoritaire au Sud. Il a reçu les félicitations de Farrage, l'ancien dirigeant de l'UKIP, le parti qui a promu le Brexit.

L'autre parti qui tire son épingle du jeu avec 17,4 % (contre 4,1 % en 2013) est la Lega de Matteo Salvini (ancienne Lega Nord, Ligue du nord). Elle n'avait jamais dépassé 10,2 % des voix. Elle a gardé son racisme mais a noyé son programme antérieur (la sécession de la partie la plus riche de l'Italie) dans un nationalisme pan-italien agressif.

Le chef de la Ligue aura réussi son pari : celui de parachever la mutation du parti fédéraliste et anti-italien dont il a pris la tête voilà moins de cinq ans en une grande formation nationaliste et xénophobe, rayonnant dans tout le pays. (Le Monde, 7 mars)

La LN l'emporte au sein de la coalition dite de « centre droit » (sic) qui comprenait, outre FI, un autre parti

fascisant, Fratelli d'Italia (FdI, Frères d'Italie), qui a atteint 4,35 % des voix. Elle a reçu les félicitations de la chef du FN-RN français.

En outre, deux listes fascistes, CasaPound et la coalition Italia agli Italiani (L'Italie aux Italiens, formée par la FN et le MS-FT) ont respectivement 0,95 % et 0,38 % des voix. Ces groupes attaquent physiquement les militants ouvriers et les étrangers.

La marginalisation électorale du réformisme

Les deux grands partis réformistes d'après-guerre, le Partito socialista italiano (PSI) et le Partito comunista italiano (PCI) ont disparu, respectivement en 1994 et en 1991-2007.

L'héritage de la sociale-démocratie, c'est la collaboration de classe la plus répugnante : sabotage par le PSI de la révolution de 1920, reconstruction de l'État bourgeois après la 2^e Guerre mondiale, participation répétée à des gouvernements avec la DC, direction du gouvernement qui a mis fin à l'échelle mobile des salaires, aide à la prise de contrôle par Bersluconi de la télévision privée, corruption...

L'opération Mani pulite (mains propres) a commencé en février 1992 lorsque deux magistrats milanais, enquêtant sur une banale affaire de corruption, ont pris en flagrant délit de versement occulte un membre important du PSI, Mario Chiesa... Suivit un véritable raz-de-marée d'arrestations, de perquisitions, de dénonciations, d'aveux... Deux anciens maires PSI de Milan sont inculpés. Craxi lui-même, après avoir tenté d'ameuter l'opinion contre le « gouvernement des juges », doit rendre des comptes : convaincu d'avoir détourné à son profit des sommes considérables, il est contraint de démissionner de son poste de secrétaire général du PSI. Il n'aura bientôt d'autre ressource que de s'exiler en Tunisie. (Pierre Milza, Histoire de l'Italie, 2005, Fayard, p. 927)

Ce qui tient lieu aujourd'hui de social-démocratie en Italie, les scissions de gauche du PD et de droite du PRC rassemblées dans la coalition fourre-tout Liberi e uguali (LeU, Libres et égaux), plafonnent à 3,4 %.

Le principal parti réformiste qui a survécu à la liquidation du PCI par sa direction est le Partito della rifondazione comunista (PRC).

Le PRC est né en 1991 quand le PCI fut dissous à la fin de son 20^e et dernier congrès et que fut créé le Parti démocratique de la gauche... Il réunit depuis le début un ensemble de personnalité, de courants culturels et de positions politiques fort divers... unis essentiellement sur la base de leur volonté de s'opposer au « tournant » qu'ils considéraient comme un bradage du patrimoine politique, idéologique et symbolique du Parti communiste. (Les Partis communistes et post-communistes en Europe occidentale, 1999, La Documentation française, p. 72)

En 2013, son mini front populaire avec le Movimento arancione et la Federazione dei verdi avait rassemblé 4,4 % des voix. En 2018, il forme de nouveau une coalition, Potere al popolo (PaP, Pouvoir au peuple). Elle comprend le Partito comunista italiano (une scission du PRC qui arbore le drapeau bourgeois tricolore à côté du drapeau rouge), la Piattaforma eurostop (un front europhobe), les CRAC (des stalino-maoïstes), la Sinistra anticapitalista (SAC, Gauche anticapitaliste liée au NPA)... Ce bloc électoral est soutenu en France par le NPA, le PCF et LFI. Il recueille seulement 1,32 % des suffrages exprimés et n'obtient aucun député.

La scission néo-stalinienne du PRC, le Partito comunista (PC), qui s'est présenté séparément, est marginal avec 0,32 %.

Le PRC, le PCI, le PC, les CRAC... n'ont jamais tiré les leçons du stalinisme. L'histoire du stalinisme-togliattisme, c'est la main tendue du PCI au fascisme en 1936 (« appel aux fascistes »), la trahison de la révolution de 1943-1944, la participation aux gouvernements bourgeois de 1943 à 1947, la tentative de restaurer la monarchie en 1944 (« tournant de Salerne »), la trahison de la situation révolutionnaire de 1969, la proposition de gouverner en commun avec la DC en 1973 (« compromis historique »), le reniement ouvert du marxisme par la transformation en 1991 du PCI en PSD, la liquidation du PSD en 2007 dans un parti bourgeois (PD), aux côtés de ce qui restait de la DC discréditée et poursuivie par la justice.

Le crétinisme réformiste et pacifiste de Rifondazione comunista

Cela n'a pas empêché la plupart des courants centristes du monde d'apporter, au PRC, durant toute la fin du XX^e siècle un soutien enthousiaste, y inclus les courants « trotskystes » ralliés au protectionnisme, au pacifisme et au réformisme. Cela s'est traduit par l'adhésion de leurs affiliés locaux au PRC (et leur intégration aux bureaucraties syndicales anciennes ou nouvelles) comme ils participaient au même moment à Syriza en Grèce, à Die Linke en Allemagne, etc.

Le PRC a pratiqué la collaboration de classe à l'échelle internationale en mettant en place la supercherie du Forum social mondial en 2001, avec l'aide de la bureaucratie castriste de Cuba, du gouvernement bourgeois du Brésil et d'une aile de l'Église catholique. À l'échelle nationale, le PRC a soutenu un gouvernement bourgeois en 1996 puis a participé à un gouvernement dirigé par un ex-DC en 2006. Il est toujours lié au PCF qui a plus d'une fois gouverné au compte de la bourgeoisie et à la Syriza qui le fait toujours en Grèce.

La stratégie communiste a été résumée dans une motion du congrès de La Haye de la 1^{re} Internationale : hégémonie de la classe ouvrière, nécessité du parti, prise du pouvoir.

Dans sa lutte contre le pouvoir uni des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis politiques créés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de sa fin suprême : l'abolition des classes. La coalition des forces de la classe ouvrière, déjà obtenue par la lutte économique, doit ainsi lui servir de levier dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités. Puisque les seigneurs de la terre et du capital utilisent toujours leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et pour subjuguier le travail, la conquête du pouvoir politique est devenue le grand devoir du prolétariat. (AIT, Article 7a des statuts, septembre 1872, La Première Internationale, 10-18, p. 338)

Lors de la campagne électorale, le PRC et ses alliés ne parlent ni de socialisme ou de révolution, ni d'expropriation ou de renversement de l'État bourgeois. En guise de « *pouvoir au peuple* », le « *pouvoir* » semble partout (et finalement nulle part), ce qui laisse aux mains des exploités le plus formidable instrument du pouvoir, l'État.

Nous pratiquons chaque jour la solidarité, le mutualisme et le contrôle populaire sur les institutions qui n'ont cure de nos exigences... (PaP, Manifesto, 2017)

« *Peuple* » permet de remplacer la lutte entre les classes par l'addition des mouvements opposés non au capitalisme, mais à l'Union européenne et à la « *marchandisation du monde* ».

Un mouvement de travailleurs et de travailleuses, de jeunes, de chômeurs et de retraités, de toutes les personnes qui mettent leurs compétences au service du bien commun, qu'elles soient engagées auprès d'associations, de comités territoriaux, ou plus ponctuellement lors de mobilisations citoyennes sur les territoires, ou bien qu'elles militent sur le terrain dans des syndicats, des partis ou toute autre organisation attachée aux idéaux de la gauche sociale et politique : anticapitaliste, communiste comme libertaire, écologiste, féministe, laïque, pacifiste, « méridionaliste ». (PaP, Manifesto, 2017)

Potere al popolo vante le sauvetage du capitalisme et la reconstruction de l'État bourgeois par ses prédécesseurs du PCI et du PSI de 1943 à 1947.

Nous avons lutté contre le travail de sape de notre Constitution, née de la Résistance, et pour sa véritable application... (PaP, Manifesto, 2017) ; Notre République est fondée sur le travail... La réappropriation de la souveraineté populaire à tous les niveaux et sur tous les plans de la société... Redonner une dignité et une centralité aux salariées et aux salariés. (PaP, Programma, 2017)

La coalition PaP veut en fait améliorer le capitalisme et l'État bourgeois.

L'exigence d'un système judiciaire apte à en garantir le respect efficace et rapide. La justice fait également partie du bien commun... Pour nous, pouvoir au peuple signifie restituer aux classes populaires le contrôle sur la production et sur la distribution de la richesse, réaliser la démocratie dans son sens vrai et originel. Pour y parvenir, il nous faut emprunter des passages intermédiaires et, surtout, construire et expérimenter une méthode que nous avons nommée contrôle populaire. (PaP, Programma, 2017)

La coalition PaP prêche aux exploités et aux opprimés le pacifisme que les bandes fascistes, l'armée impérialiste, les services secrets, les carabinieri, les policiers et les mafieux se gardent bien de respecter.

Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes dressés à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés et jouissant des privilèges du pouvoir (sans parler des revenus licites), la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. Des réformes sérieuses, radicales, en faveur des masses laborieuses ne peuvent pas être effectuées avec son aide. C'est objectivement impossible. La substitution d'une milice populaire à la police et à l'armée permanente est la condition du succès de toute réforme... (Lénine, Ils ont oublié l'essentiel, 18 mai 1917, Oeuvres, Progrès, t. 24, p. 360)

Une rupture incomplète avec le réformisme

Per una sinistra rivoluzionaria (PuSR, Pour une gauche révolutionnaire) n'obtient que 0,08 %. Il s'agit de la coalition électorale entre deux organisations qui se réclament du trotskysme, le Partito comunista dei lavoratori (PCL, Parti communiste des travailleurs) et le Sinistra classe rivoluzione (SCR, Gauche classe révolution, liée à la GR française qui a soutenu la candidature social-impérialiste de Mélenchon dès le premier tour de l'élection présidentielle).

En général, les courants qui sont sortis du PRC quand il a fourni un ministre au gouvernement Prodi ont le plus grand mal à s'en distinguer. Par exemple, la Sinistra anticapitalista continue de semer des illusions sur le PRC.

La reconstruction d'une véritable gauche a commencé lors des élections avec la formation de la liste PaP. (SAC, Déclaration, 5 mars)

Même le PCL, qui a revendiqué un gouvernement des travailleurs durant sa campagne, peine à se débarrasser du front populisme : il a appelé en mai 2011 à voter lors des élections municipales de Naples pour le

« progressiste » Luigi de Magistris, du parti bourgeois Italia dei valori.

Le programme de Per una sinistra rivoluzionaria ne dit mot de l'autodéfense, ni de la nécessité de démanteler les corps de répression. Tout en se revendiquant de Lénine et de Trotsky, le centrisme issu de la destruction de la 4^e Internationale censure un pan essentiel du programme de l'Internationale communiste : lutte contre les bureaucraties sociales-patriotes (politiques et syndicales), centralisation des soviets, armement des travailleurs, destruction de l'État bourgeois, insurrection, pouvoir des travailleurs...

Tous les principes fondamentaux des quatre premiers congrès de l'IC (attitude envers l'impérialisme et l'État bourgeois ; envers la démocratie et le réformisme ; problèmes de l'insurrection ; dictature du prolétariat ; attitude envers la paysannerie et les nations opprimées ; soviets ; travail dans les syndicats ; parlementarisme ; politique du front unique) restent la plus haute expression de la stratégie prolétarienne à l'époque de la crise du capitalisme. (OGI, L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes, janvier 1933, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 60-61)

Une incertitude institutionnelle

De nouveau, l'Union européenne est ébranlée, mais pas par la classe ouvrière et encore moins au compte de la classe ouvrière. Le coup est porté par la réaction et, plus encore que dans le cas du Brexit, il est nettement xénophobe. Le secteur le plus fragile de la classe ouvrière sert de bouc émissaire aux difficultés du capitalisme italien et aux souffrances que sa survie inflige à ceux qui travaillent pour vivre.

Certes, le grand capital italien et mondial n'a pas apprécié que des partis aussi incertains remportent les élections générales et encore moins qu'aucun d'eux n'ait la capacité à lui seul de former un gouvernement, faute de majorité parlementaire.

Les gains électoraux du M5S et de la Ligue marquent le plus grand bouleversement en Europe depuis le vote pour le Brexit. Ils annoncent une longue période d'incertitude politique et d'après négociations avant que l'Italie ait un nouveau gouvernement. (Financial Times, 7 mars)

Mais la bourgeoisie sait plier les partis les plus démagogues à ses besoins. À son apparition, FI n'était pas non plus un parti traditionnel de la bourgeoisie (il a été bâti autour d'un homme, avec l'appui des chaînes de télévision). La LN a déjà participé à des gouvernements de Berlusconi. Quant au M5S, il s'apprête à devenir un parti bourgeois de gouvernement.

Monsieur Di Maio rencontre régulièrement des dirigeants du monde des affaires et des ambassadeurs de

l'UE et il s'est même rendu à Londres pour rassurer les investisseurs. (Financial Times, 11 mars)

Et le M5S a déjà renié un de ses fondements, refuser toute tractation avec les autres partis, tous accusés de corruption.

Alors que le refus des alliances avait toujours été une des singularités du mouvement, le M5S est donc entré, sans états d'âme, dans une logique de tractations, pour former un gouvernement. (Le Monde, 7 mars)

Quel que soit le prochain gouvernement, il sera bourgeois de part en part.

La puissance du capital impérialiste ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, le gouvernement qu'il désire et quand il le désire. Son pouvoir réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital impérialiste. (Trotsky, Bonapartisme et fascisme, juillet 1934, Contre le fascisme, Syllepse, p. 440)

Rompre avec la bourgeoisie, regrouper l'avant-garde des travailleurs

Même si le fascisme n'est pas un danger immédiat, l'alternative est de plus en plus clairement : socialisme ou barbarie. Soit une suite de reculs économiques, politiques, idéologiques ; soit l'unité des exploités pour renverser le capitalisme, ouvrir la voie de la révolution européenne et méditerranéenne. Pour cela, il faut un parti ouvrier révolutionnaire.

La crise du mouvement ouvrier atteint un paroxysme en Italie. Il est temps que, en lien avec la construction d'une nouvelle internationale, les militants les plus décidés et les plus conscients, actuellement dispersés dans le PCL, le PRC, les CS, etc. se regroupent sur une base révolutionnaire et internationaliste. Ils s'inspireront des efforts d'Antonio Labriola, Amedeo Bordiga, Antonio Gramsci et Pietro Tresso. Ils se guideront sur les programmes de la Ligue des communistes animée par Engels et Marx, de l'Internationale communiste du vivant de Lénine, de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

Les militants du parti communiste révolutionnaire en construction seront au premier rang du front unique en défense des réfugiés, du droit pour tous les travailleurs ou étudiants de circuler et de s'établir dans toute l'Europe, du combat quotidien pour les revendications et pour l'indépendance des organisations syndicales vis-à-vis de l'État, de l'auto-organisation des luttes et de la centralisation d'organes soviétiques, de l'autodéfense contre les forces de répression et les nervis fascistes, pour ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, des États-Unis socialistes d'Europe, de la fédération socialiste de la Méditerranée.

Mai 68 (1) La grève générale est venue de loin



En France, l'année 1968 voit dix millions de travailleurs contester l'exploitation capitaliste et bousculer les bureaucraties (PCF, SFIO, CGT, FO, FEN, CFDT...) qui les tenaient depuis plus de 20 ans dans les limites des élections et des grèves perlées ou d'une journée.

Un demi-siècle après, le soulèvement de la jeunesse et la grève générale suscitent toujours dans ce pays la peur et la haine de la bourgeoisie, ce qu'expriment sans fard ses politiciens (Le Pen, Sarkozy...) pour qui Mai 68 fut une attaque contre l'ordre établi et contre la France. Les intellectuels de la classe dominante, plus sophistiqués mais pas moins réactionnaires (Gilles Lipovetski, Luc Ferry, Alain Renault...), l'accusent d'être une simple farce qui a retardé le discrédit du marxisme, engendré l'individualisme, accru l'oppression des femmes, préparé le terrorisme, etc. Pour atténuer et discréditer l'événement historique, tout ce monde reçoit le renfort de quelques acteurs de l'époque (Pascal Bruckner, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Daniel Cohn-Bendit, Henri Weber, Romain Goupil...) revenus du « gauchisme » de leur jeunesse et ralliés au capitalisme.

En réalité, tant la révolte de la jeunesse ouvrière et étudiante que la grève générale françaises s'inscrivent dans les mutations des sociétés capitalistes, la montée révolutionnaire internationale des années 1960-1970 et l'usure du bonapartisme du général De Gaulle.

La guerre du Vietnam

L'impérialisme américain diffuse à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières le mythe qu'il défend la démocratie. En fait, il n'est pas différent des autres, ce que montrent ses immixtions répétées dans les pays dominés en Indonésie (1958), à Cuba (1961), au Brésil (1964), au Congo (1964), au Guatemala (1967) ainsi que les bombardements aveugles ou les exactions au sol de ses troupes en Corée (appuyées par l'armée française, 1950-53), au Guatemala (1960), à Panama (1964), en Dominique (1965)...

L'impérialisme américain a soutenu financièrement et militairement l'impérialisme français confronté en Indochine au mouvement national dirigé par les staliniens du PCV. Quand l'armée française est battue en 1954 [voir *Révolution communiste* n° 7], la présidence, l'état-major et les services secrets américains prennent le relais, soutenant le régime du sud, procédant secrètement à des opérations de renseignement et de sabotage. La dictature sud-vietnamienne, malgré les armements et les conseillers américains, échoue à vaincre la résistance du Front national de libération du Viet Nam du Sud (FNL) appuyé par l'armée du Nord (où le capital avait été exproprié) et aussi par la Chine et l'URSS. Sous le prétexte d'un incident dans le golfe du Tonkin, dont on saura plus tard qu'il est entièrement leur oeuvre, les États-Unis (dont le président

est Lyndon Johnson, du Parti démocrate) débarquent des troupes à Danang en 1965. La même année, sous leur impulsion, l'armée indonésienne et les islamistes assassinent 500 000 militants et sympathisants du Parti communiste [voir *Révolution communiste* n° 16].

Malgré sa colossale supériorité technique, l'armée américaine échoue au Vietnam du Sud, ce qui pousse le gouvernement à augmenter l'effectif des troupes d'occupation et à recourir pour cela à la conscription. Une opposition à la guerre s'affirme aux États-Unis à partir de 1967. Elle se nourrit de la hausse des impôts et du nombre grandissant de victimes américaines, s'appuie sur les quartiers noirs dont la population paie un tribut disproportionné à la guerre et sur les campus universitaires, dont les étudiants blancs redoutent la fin du sur-sis. Johnson fait bombarder le Nord à partir de février 1967. Une marche sur le Pentagone, le 21 octobre 1967, rassemble plus de 100 000 personnes.

En 1961, en Allemagne, le parti socialiste SPD expulse le Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS, Union socialiste des étudiants allemands) qu'il juge trop radicale. La SDS manifeste contre la visite du shah d'Iran (le 2 juin 1967) et pour la victoire du FLN, ce que se refusent à faire les dirigeants pacifistes aux États-Unis (y compris ceux du SWP « trotskyste » et son organisation de jeunesse YSA). Les 17 et 18 février 1968, elle organise des « journées internationales de solidarité avec la révolution vietnamienne » qui réunissent 20 000 personnes.

En France, la JCR met en place en 1966, avec l'aide de l'UNEF, le Comité Vietnam national, présidé par le mathématicien Laurent Schwartz. Le 25 mai 1966, le CVN organise les « Six heures de la Mutualité », avec Sartre, Jankélévitch et plusieurs milliers de personnes. En mars 1968, le CVN manifeste devant l'American Express à Paris, menant à l'arrestation d'un militant. En 1967, l'UJCML divise sciemment le mouvement de soutien en lançant ses propres « comités Vietnam de base » qui affrontent les fascistes et diffusent dans la rue et aux portes des entreprises, le *Courrier du Vietnam*, l'organe en français et en « langue de bois » du gouvernement nord-vietnamien.

Au Japon, la Zengakuren (Fédération japonaise des associations d'autogestion étudiantes) échappe au contrôle du PCJ. L'armée américaine avait utilisé l'arme atomique contre le Japon, avait occupé le pays jusqu'en 1952 et disposait de bases militaires d'où elle faisait décoller les B52 qui bombardaient la population vietnamienne. La Zengakuren, casquée et armée de lances de bambou, affronte les forces de police, lors de véritables batailles rangées en octobre 1967. En janvier 1968, des manifestations ont lieu devant la base américaine de Sasebo pour empêcher l'escale d'un porte-avions.

En janvier 1968, le gouvernement nord-vietnamien et le FNL lancent une opération au Sud. Bien qu'elle soit un

échec militaire, l'offensive du Têt montre que l'armée sud-vietnamienne et celle de l'impérialisme ne contrôlent pas le territoire et sont rejetées par une partie importante de la population.

La « révolution culturelle » chinoise

La Chine de l'époque se prétend « socialiste ». Depuis 1965, sa bureaucratie, avec l'aide de celle de l'Albanie et des partis « communistes » d'Indonésie, du Japon, de Nouvelle-Zélande... rivalise avec celle de l'URSS appuyée par les bureaucraties au pouvoir en Europe de l'Est et à Cuba, dans le « mouvement communiste mondial », c'est-à-dire l'appareil stalinien international. Sans intérêt dans le prolétariat des pays avancés, le PCC utilise une rhétorique d'autant plus radicale que, à cette étape, la bureaucratie chinoise reste menacée par l'impérialisme américain.

La lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine frappe et mine sérieusement les bases de la domination de l'impérialisme, du colonialisme et du néocolonialisme, elle est une force puissante dans la défense de la paix mondiale de notre temps. C'est pourquoi, dans un certain sens, l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale. (PCC, Lettre en 25 points, 14 juin 1965, pt 8)

En 1966, Mao Zedong, qui a été écarté du pouvoir après l'échec du « Grand bond en avant », décide d'évincer ses rivaux et en particulier Liu Shaoqi, en s'appuyant sur la police politique contrôlée par Kang Sheng et sur l'armée dirigée par Lin Biao. Pour cela, il fait appel à la jeunesse lors de ce qu'il baptise pompeusement la « Grande révolution culturelle prolétarienne chinoise ». Le 5 août 1966, Mao lance à l'université de Pékin le mot d'ordre : « Feu sur le quartier général ! ».

En fait, la prétendue GRPC se révèle étrangère au prolétariat et totalement inculte. Le marxisme est réduit à un recueil de citations du « grand timonier » auquel est livré un culte quasi-religieux ; la GRPC se révèle un désastre du point de vue de la formation et de la culture scientifique et artistique ; quant aux travailleurs, ils y font irruption contre la volonté de ses initiateurs.

Une partie des étudiants et lycéens baptisés « gardes rouges » déborde le cadre assigné et s'en prend à tous les bureaucrates. Les ouvriers profitent de la disparition du PCC et de l'affaiblissement de l'appareil d'État pour se mêler des affaires publiques, comme y invitent les slogans démagogiques de la fraction Mao. Travailleurs et jeunes posent en fait le problème de la liquidation de la bureaucratie stalinienne toute entière, comme le mouvement révolutionnaire d'Allemagne de l'Est en 1953, la révolution hongroise des conseils et le mouvement révolutionnaire de Pologne en 1956. À chaque fois, les dirigeants chinois, Mao inclus, ont été du côté de la contre-

révolution bureaucratique menée par les dirigeants russes.

La fraction Mao du PCC casse la mobilisation des masses, reconstruit l'appareil de l'État, sauve la bureaucratie. En 1967, Mao Zedong fait appel à l'armée et à la police secrète pour écraser de manière sanglante les forces non ralliées et les gardes rouges, dont certains s'orientent vers une véritable révolution antibureaucratique. Zhou Enlai joue un rôle important dans la mise sur pied tout au long des années 1967-1968 des pseudo-« comités révolutionnaires » pour remettre sur pied le PCC. Pour finir, ce dernier envoi à partir de 1968 les lycéens, les étudiants, les instituteurs, les médecins... qui ont survécu se faire « rééduquer » à la campagne, pas dans les usines.

La contre-révolution bureaucratique de 1967 n'est guère connue avant la parution des livres de Livio Maitan (*Partito, esercito e masse nella crisi cinese*, 1969) et de Simon Leys (*Les Habits neufs du président Mao*, 1973). Peu anticipent que Mao va recevoir Nixon en 1972 en pleins bombardements américains du Vietnam, du Laos et du Cambodge.

En 1967-1968, le prestige de la Chine et du maoïsme est à son comble parmi l'intelligentsia pro-stalinienne internationale (Philippe Sollers, Maria Antonietta Maciocchi, Jean-Paul Sartre, Louis Althusser, Alain Badiou, Edgar Snow, K.S. Karol, William Hitton, Jean-Claude Milner, Joris Ivens, Jean-Luc Godard, Emmanuel Terray, Paul Sweezy, Samir Amin, Alain Lipietz, Charles Bettelheim, etc.) et chez les étudiants en révolte du monde entier.

La Révolution culturelle en Chine a permis d'aller plus loin dans la reconnaissance du révisionnisme moderne de l'URSS... Mao Tsé-toung, enrichit ce que Lénine avait pressenti après Octobre et ce que Staline avait souligné en 1952. (Patrick Kessel, Le Mouvement « maoïste » en France, 1972, t. 1, p. 18)

En pratique, les courtisans de Mao et les nostalgiques de Staline oscillent entre division forcenée des rangs ouvriers (reprise de la « 3^e période » de l'Internationale communiste stalinisée, 1928-1934) et recherche d'un bloc avec la bourgeoisie « démocratique », « antifasciste » ou « anti-impérialiste » (héritée des « fronts populaires », 1935-1938 et de la « résistance », 1941-1947).

Le mouvement ouvrier

Avec la croissance économique soutenue, les effectifs de la classe ouvrière (qui ne se réduit pas aux ouvriers manuels de l'industrie) augmentent considérablement en France, en Allemagne, en Italie... L'industrie est alors concentrée dans les pays avancés (Amérique du Nord, Japon, Europe de l'Ouest, Europe centrale, URSS). En France, en 1968, l'industrie emploie à elle seule 7,8 millions de travailleurs. La classe ouvrière rajeunit sous l'effet du bond démographique d'après-guerre.

Le mouvement syndical se fracture. En 1944, apparaît un syndicalisme de l'encadrement, la CGC. En 1946, les anarchistes quittent la CGT pour fonder la CNT. En 1947, quand éclate la « guerre froide », une aile anticommuniste de la CGT scissionne pour fonder FO. La fédération enseignante FEN de la CGT maintient l'unité par l'autonomie temporaire. En 1964, une majorité de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) se transforme en CFDT, mais une minorité garde le sigle CFTC.

Le PS-SFIO est affaibli par son association prolongée aux gouvernements bourgeois de la 4^e République, incluant les guerres coloniales. Le Parti communiste (PCF) obtient aux élections le quart des voix de 1945 à 1956. En effet, à la fin de la 2^e Guerre mondiale, le stalinisme atteint son apogée mondiale [voir *Révolution communiste* n° 15].

La direction de la 4^e Internationale s'adapte au stalinisme à partir de 1948 et renie son programme à son congrès de 1951, malgré la résistance des sections suisse et française. Elle explose en 1951-1953. En 1968, les principaux débris opportunistes issus de la destruction de la section française sont, d'une part, le PCI pabliste lié au SUQI (qui n'apparaît pas car il est dans le PCF) et la JCR ; d'autre part, l'OCI lambertiste liée au CIQI (elle n'apparaît guère) et la FER [voir *Cahier révolution communiste* n° 9]. Le groupe hardyste Voix ouvrière né en 1956, dont aucun fondateur n'a jamais appartenu à la 4^e Internationale, est façonné par l'hégémonie du stalinisme, d'autant que VO est étroitement nationale.

Mais l'unanimité du « mouvement communiste mondial » laisse la place à des fractures dès la rupture de la bureaucratie de l'URSS avec celle de la Yougoslavie en 1948, puis avec celle de la Chine en 1962. Les travailleurs se soulèvent contre la bureaucratie usurpatrice, privilégiée et conservatrice, en Allemagne de l'Est en 1953 [voir *Révolution communiste* n° 2], en Pologne et en Hongrie en 1956 [voir *Révolution communiste* n° 20]. En 1967, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont secouées par des mouvements antibureaucratiques.

Le PCF compte 420 000 membres en 1964 et le PS-SFIO 85 000. La SFIO connaît une scission en 1958 qui devient le PSU en 1960. Le PCF subit trois scissions « prochinoises » numériquement réduites (moins qu'en Inde, au Pérou ou en Belgique) : CMLF, FCMLF-MCF-PCMLF, UJCML. Quoique hégémonique, le PCF voit grossir sur sa gauche des organisations qui contestent son adaptation à l'ordre bourgeois : Organisation communiste internationaliste (OCI, 1965), Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, 1966), Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML, 1966), Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF, 1967)... La direction du PCF emploie à leur égard la calomnie et la violence.

Le coup d'État de De Gaulle, en 1958, fait refluer la classe ouvrière. Mais le régime demeure relativement

démocratique car il est forcé de s'appuyer sur les partis « réformistes » et les centrales syndicales contre le putsch militaire en Algérie et l'OAS.

Dès 1961, la combativité remonte (2 600 000 journées de grève en 1961 et 1 901 000 en 1962). À Merlebach, après la mort de 8 mineurs le 1^{er} août 1961, leurs collègues brûlent toutes les voitures qui stationnaient auprès du bâtiment administratif. Le 8 février 1962, lors d'une manifestation en réponse à un attentat de l'OAS, la police du préfet Papon se livre au massacre du métro Charonne. Le 13, des centaines de milliers de manifestants participent aux funérailles : ils attestent de la recherche par la classe ouvrière des moyens d'engager le combat contre le régime.

En 1963, les mineurs de charbon (une source d'énergie importante à l'époque) se mettent en grève pour le rattrapage des 11,5 % d'écart que leurs salaires accusent avec la moyenne des salaires de l'industrie. La grève dure 5 semaines, malgré le recours par le gouvernement De Gaulle-Pompidou à la réquisition. Mais les directions syndicales laissent les mineurs isolés et refusent d'appeler à la grève générale. Les résultats sont maigres (6,5 % alors que l'inflation, en 1963, sera de 10 %). Le gouvernement recense 5,9 millions de journées de grève pour l'année 1963.

Durant les années suivantes, les différentes bureaucraties syndicales feront tout pour disperser une combativité ouvrière en progression : 2,5 millions de jours de grève en 1966, 4,5 millions en 1967. Elles multiplient les « journées d'action », les grèves tournantes et les grèves perlées pour empêcher toute jonction, tout risque révolutionnaire.

Dans les années 1960, le taux de profit baisse à l'échelle mondiale. Le chômage est limité mais il commence à augmenter : en France, en décembre 1967, on recense 248 110 demandeurs d'emploi contre 176 643 un an avant. Des grèves se multiplient contre les cadences et les 3x8, pour la « parité » des salaires, les pauses et les congés, pour la défense de l'emploi, l'extension des droits syndicaux, contre le caporalisme et la maîtrise, etc. Un mois d'arrêts de travail chez Dassault à Bordeaux en janvier 1967, un conflit de 14 000 grévistes aux usines Rhodiaceta (Besançon puis Lyon) en février, un autre chez Berliet à Lyon, occupation du carreau des mines par 15 000 mineurs lorrains pendant tout le mois d'avril et 2 mois de grève aux chantiers navals de Saint-Nazaire. À l'automne 1967, les débrayages et les affrontements avec les CRS se multiplient : 8 000 ouvriers au Mans et à Mulhouse, 500 ouvriers à Lyon, etc.

Les 25 et 26 mai 1967, en Guadeloupe, dans les rues de Pointe-à-Pitre, à l'occasion d'une grève des ouvriers du bâtiment qui réclament 2,5 % d'augmentation de salaire, les gendarmes assassinent, selon les chiffres officiels, 8 manifestants (en fait, bien plus).

L'année 1968 commence avec une grève très dure à la Saviem de Caen, où 1 000 des 4 800 salariés ont moins de 25 ans et, malgré un CAP, sont souvent OS ou manoeuvres. Au matin du 23 janvier, 3 000 grévistes occupent l'usine et le 26, c'est une émeute qui oppose 7 000 manifestants à la police au centre de Caen. Bilan : 200 blessés et 5 jeunes condamnés à des peines de prison ferme. Le 30 janvier, Caen compte 15 000 grévistes solidaires. Tout l'Ouest bouge début 1968, les grèves dures font tache d'huile, les occupations se multiplient : Fougères, Quimper, Redon, Honfleur, Nantes, La Rochelle, Boulogne, Cherbourg, etc.

Durant les quelques mois qui précèdent Mai, ce sont les jeunes qui se montrent les plus combattifs dans les grèves ouvrières et les affrontements de rue qui les ponctuent à Besançon, Mulhouse, Le Mans, Redon ou Caen. (Ludivine Bantigny, Histoire@politique n° 4, janvier-avril 2008)

Le mouvement étudiant

Dans les années 1950 aux États-Unis, dans les années 1960 dans les autres pays avancés et certains pays dominés, les enfants de la classe ouvrière et de la paysannerie accèdent à l'enseignement secondaire, ceux de la petite-bourgeoisie urbaine à l'enseignement supérieur. D'une part, c'est une concession aux aspirations de ces classes sociales ; d'autre part, le capital a besoin d'une main d'oeuvre mieux formée, d'ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs, de publicistes, de comptables, de chercheurs, d'avocats, etc.

En France, en 1959, la scolarité obligatoire passe à 16 ans. En 1963, l'État crée le « collège unique » (CES), en 1966 les « instituts universitaires de technologie » (IUT). Le nombre de bacheliers passe de 50 000 en 1959 à 132 000 en 1967. Le nombre d'étudiants progresse, même si on y trouve encore peu de fils d'ouvriers ou de paysans, passant de 200 000 en 1958 à 500 000 en 1968. Mais cette masse d'étudiants est mal orientée du point de vue du capital et numériquement supérieure à ses besoins.

Bref, l'université n'est plus seulement le lieu de reproduction de la classe dominante. De fils de bonne famille appelés à succéder à leur papa, le milieu est devenu hétérogène. Une partie des étudiants est reliée aux classes subalternes par son origine et son avenir. En 1963, plusieurs milliers d'étudiants parisiens manifestent en soutien à la grève des mineurs. Leur masse et leur concentration leur confèrent un rôle inédit. Une des caractéristiques de la jeunesse est qu'elle ressent davantage les injustices et les rejette. En outre, si elle évolue effectivement en lien avec les diverses classes sociales, ses rythmes sont différents, plus rapides, elle est plus prompte à s'embraser comme à refluer.

Le mouvement étudiant international tend à échapper au contrôle des hiérarchies religieuses et des partis traditionnels. Les appareils des organisations jeunes sont éphé-

mères et ne bénéficient pas des mêmes privilèges que ceux des partis ouvriers bourgeois et des syndicats.

De 1954 à 1962, le combat contre le colonialisme et contre le fascisme échappe en partie aux partis sociaux-impérialistes. Alors que le PS-SFIO est compromis dans la guerre coloniale et la torture de masse et que le PCF se prononce pour la paix en Algérie, mais refuse l'indépendance jusqu'en 1957, une poignée d'étudiants du PSU et de l'UEC crée le Front universitaire antifasciste (FUA), dirigé par Alain Krivine et Bernard Kouchner, qui soutient le FLN et affronte les fascistes. Le syndicat étudiant UNEF, jusqu'alors plutôt corporatiste, se radicalise et se lie à la classe ouvrière dans ses actions, manifestations, meetings, blocages de trains d'appelés, et même aide au mouvement national algérien.

La direction Waldeck-Rochet du PCF exclut de l'Union des étudiants communistes (UEC) deux oppositions internes en janvier et en novembre 1966. La première donne naissance à la JCR (qui s'affiche guevariste) avec Alain Krivine, Daniel Bensaïd, Henri Weber, Alain Michaloux, Jeannette Habel... La seconde fraction exclue de l'UEC s'éloigne d'Althusser qui reste au PCF et elle fonde l'UJCML (maoïste) avec Robert Linhart, Olivier Rolin, Benny Lévy, Jacques Broyelle, Roland Castro, Serge July, Jean-Pierre Le Dantec...

La JCR et l'UJCML ne mènent pas d'activité syndicale chez les étudiants. L'UJCML estime qu'il s'agit de petits-bourgeois et qu'il faut « servir le peuple ». La JCR soutient que les étudiants doivent servir de substitut politique au parti ouvrier révolutionnaire, d'où la mise en place du « Mouvement du 22 mars » voué à la « provocation-répression », en mars 1968, avec des PSU et des anarchistes de la LEA. VO recrute surtout des lycéens et des étudiants. Mais elle refuse d'intervenir politiquement à l'université et de fonder une organisation de jeunesse (dont Hardy redoute qu'elle échappe à son contrôle tatillon), contrairement au Parti bolchevik, à l'IC et à la 4^e Internationale.

L'UNEF conserve, malgré la désertion de VO, de la JCR et de l'UJCML, un caractère de front unique avec 30 000 adhérents en 1967. Y interviennent les ESU liés au PSU, l'UEC liée au PCF, le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) lié à l'OCI lambertiste... En 1967, les ESU prennent la direction du syndicat étudiant à l'UEC. Le CLER se transforme en FER en avril 1968.

Il faut deux tours au général De Gaulle pour remporter l'élection présidentielle de décembre 1965. Tout au long de 1967, la jeunesse ouvrière prend la tête de grèves sauvages et de manifestations dures. La jeunesse étudiante est en effervescence. Pourtant, le 15 mars 1968, le rédacteur en chef du *Monde* titre son éditorial : « *Quand la France s'ennuie* ».

24 mars 2018

Femmes travailleuses de tous les pays, debout contre l'oppression et l'exploitation !



Depuis que la société humaine est divisée en classes sociales, elle est aussi patriarcale : les hommes mûrs dominent les femmes et les jeunes. Depuis que le capitalisme est apparu, les femmes travailleuses sont, globalement, davantage exploitées que les hommes. En outre,

même là où elles ont conquis l'égalité juridique, les femmes des classes exploitées fournissent toujours l'essentiel du travail domestique et familial impayé.

Partout, les « crimes d'honneur », le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible principale les femmes. La moitié des femmes assassinées dans le monde le sont par un proche. La décomposition mafieuse (comme au Mexique) et les guerres réactionnaires (comme en Syrie, en Irak, au Soudan, en Afghanistan...) les éprouvent particulièrement. Les victimes de la prostitution forcée sont à 80 % des femmes (entre 400 000 et 1,6 million de filles et de femmes chaque année). Des filles sont mariées contre leur gré ou subissent des mutilations sexuelles (entre 100 et 140 millions de femmes dans le monde ont été victimes d'excision ou d'infibulation).

L'attaque systématique contre les services publics menée par tous les gouvernements depuis les crises capitalistes mondiales de 1973 et de 2009 les affecte directement. La montée du cléricisme sous toutes ses formes (chrétien, musulman, hindou, bouddhiste...) renforce l'oppression. Certains pays connaissent des régressions : Erdoğan décourage la contraception et l'avortement en Turquie, Trump défavorise l'avortement dans le monde entier, Poutine dépénalise la violence des maris en Russie...

Les femmes ont toujours été une composante du salariat malgré l'hostilité de tous les clergés. Dans les pays avancés, elles représentent plus de la moitié des travailleurs salariés. Mais leur répartition reste inégale suivant les branches et les métiers. Elles restent plus mal payées que les hommes et sont particulièrement victimes de la précarité, du temps partiel et du chômage. Elles supportent l'essentiel des tâches domestiques au sein de leur famille.

De même que la lutte contre l'oppression nationale ne peut être laissée aux nationalismes bourgeois et petits bourgeois, la lutte contre l'oppression de genre ne peut être laissée au féminisme bourgeois et petit-bourgeois qui soit oppose de manière réactionnaire les femmes aux hommes, soit se borne à exiger plus de postes de dirigeantes politiques ou de manageuses d'entreprise capitalistes. Ainsi, la campagne #metoo avait pour point de départ la dénonciation légitime des viols d'actrices par un producteur de cinéma. Certains l'utilisent pour ranimer une morale conservatrice qui assimile toute proposition sexuelle hors mariage à de la violence. L'autre détourne-

ment consiste à présenter une poignée de capitalistes qui abusent de leur richesse et de leur pouvoir comme représentatifs de tous les hommes.

Le 8 mars résulte d'un appel de l'Internationale ouvrière (1889-1914) et en particulier de l'activité de Clara Zetkin, marxiste, révolutionnaire, internationaliste. La révolution russe (1917) a donné le droit de vote aux femmes, légalisé l'avortement, assuré l'éducation des filles, facilité l'extension du droit de vote ailleurs (en Grande-Bretagne, en Allemagne...). La révolution espagnole (1936) a fait plus pour l'émancipation des femmes que tous les partis républicains antérieurement. Inversement, les contre-révolutions (fascisme en Italie, stalinisme en URSS, nazisme en Allemagne, théocratie en Iran...) ont signifié l'humiliation des femmes et un bond en arrière.

Aujourd'hui, partout, les femmes travailleuses se lèvent : elles sont au premier rang des luttes contre l'oppression dont elles sont victimes (comme les manifestantes iraniennes, polonaises, américaines...), elles participent à la lutte contre l'oppression nationale et la xénophobie (comme les combattantes kurdes, les militantes immigrées, celles qui soutiennent les migrants...) et à la lutte contre l'exploitation (comme les militantes syndicales de base du Bangladesh et de tous les pays).

Le capitalisme est incapable d'assurer l'égalité réelle entre les sexes car la bourgeoisie utilise le patriarcat pour diviser les opprimés et bénéficier indirectement du travail domestique gratuit des femmes.

La lutte pour l'émancipation des femmes doit être l'affaire du mouvement ouvrier. Les organisations syndicales et les partis issus des travailleuses et des travailleurs ont la responsabilité de combattre le machisme en leur sein et dans la société et de prendre la tête de la lutte des femmes pour leur émancipation. Seule la construction du socialisme mondial permettra d'extirper définitivement le machisme.

Égalité juridique totale entre hommes et femmes ! Séparation des religions et de l'État ! Enseignement mixte et laïque !

Égalité de salaire ! Création massive de structures gratuites et de qualité pour l'accueil et l'éducation des enfants en bas âge !

Contraception libre et gratuite ! Droit et gratuité totale de l'avortement, y compris pour les mineures !

8 mars 2018

Collectif révolution permanente
Internaciema Kolektivista Cirklo / État espagnol
Patronsuz Dünya / Turquie
Tendência Marxista-Leninista / Brésil